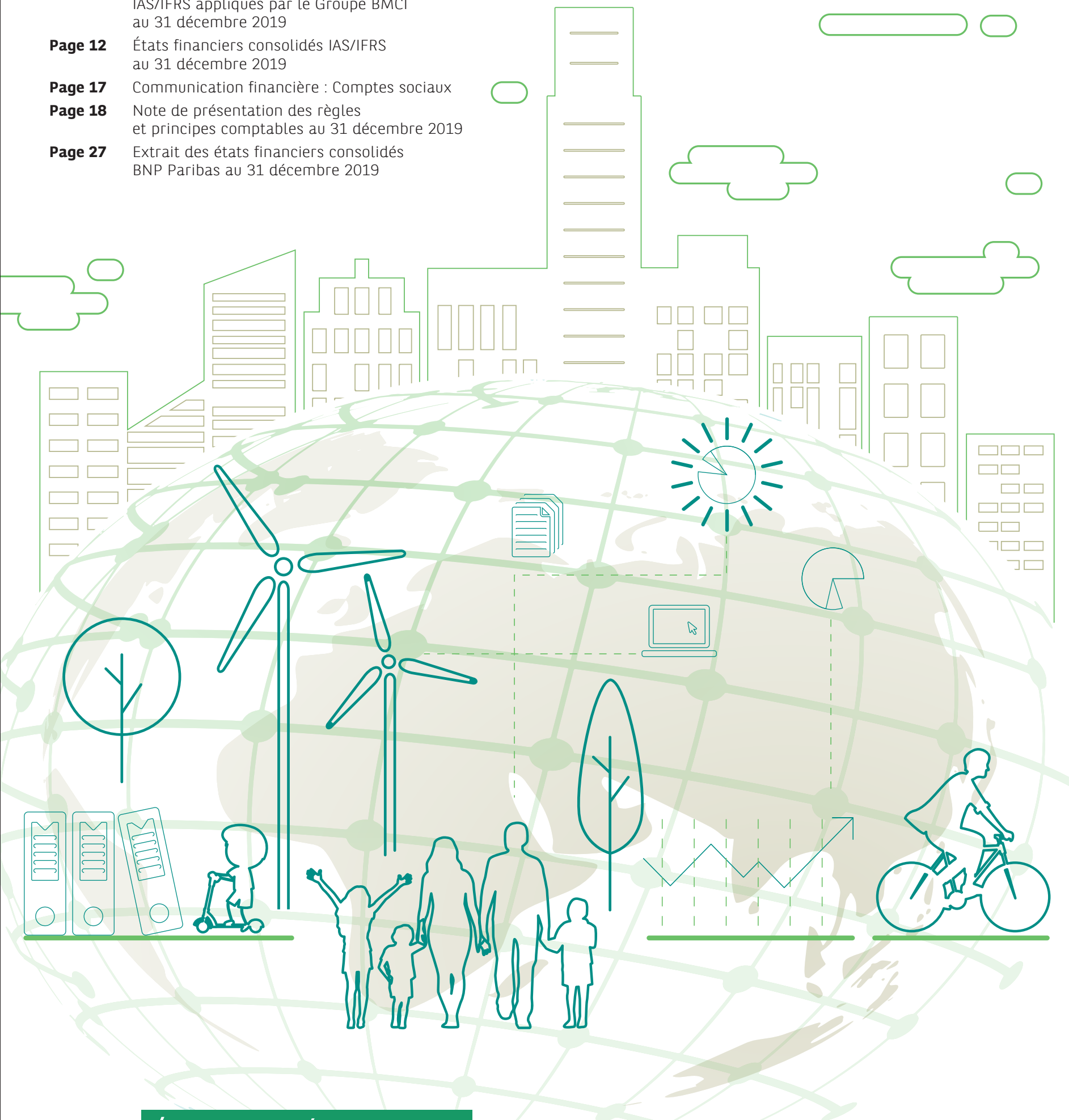


# COMMUNICATION FINANCIÈRE

- Page 2** Communiqué : Résultats au 31 décembre 2019
- Page 3** Communication financière :  
Présentation et gouvernance du Groupe BMCI
- Page 7** Résumé des principes et normes comptables  
IAS/IFRS appliqués par le Groupe BMCI  
au 31 décembre 2019
- Page 12** États financiers consolidés IAS/IFRS  
au 31 décembre 2019
- Page 17** Communication financière : Comptes sociaux
- Page 18** Note de présentation des règles  
et principes comptables au 31 décembre 2019
- Page 27** Extrait des états financiers consolidés  
BNP Paribas au 31 décembre 2019



ÉTATS AU 31 DÉCEMBRE 2019



**BMCI**  
GROUPE BNP PARIBAS

La banque  
d'un monde  
qui change

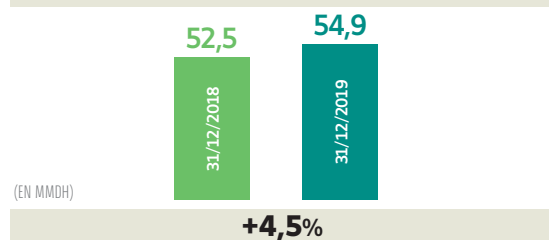


Le Conseil de Surveillance de la BMCI s'est réuni le 26 février 2020, sous la présidence de M. Jaouad Hamri, pour statuer et arrêter les comptes au 31 décembre 2019. Le Groupe BMCI affiche à fin décembre 2019 un Produit Net Bancaire Consolidé de **3,06 milliards de dirhams**, soit une hausse de **1%** par rapport au 31 décembre 2018. Le Coût du Risque Consolidé a baissé de **8,1%** à fin décembre 2019 pour s'établir à **440 millions de dirhams**. Les Frais de Gestion Consolidés demeurent maîtrisés à **1,65 milliard de dirhams** et le Coefficient d'Exploitation Consolidé s'établit à **53,8%**. Le Résultat Avant Impôt Consolidé atteint **991 millions de dirhams** et le Résultat Net Consolidé s'élève à **600 millions de dirhams** soit une hausse de **6,8%** par rapport à fin décembre 2018.

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ	3,06 MILLIARDS DE DIRHAMS
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	1,413 MILLIARD DE DIRHAMS
RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ	600 MILLIONS DE DIRHAMS
COEFFICIENT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ	53,8%
CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS	54,9 MILLIARDS DE DIRHAMS

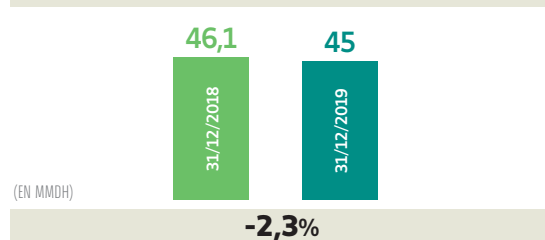
### CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Crédits par Caisse à la Clientèle Consolidés ont atteint 54,9 milliards de dirhams à fin décembre 2019 contre 52,5 milliards de dirhams au 31 décembre 2018, soit une hausse de 4,5% suite à une bonne performance des crédits à court terme principalement les crédits à la consommation +7,2% et les autres crédits +6%. Les crédits habitats et promotion immobilière ont augmenté respectivement de 3,8% et 13,3%.



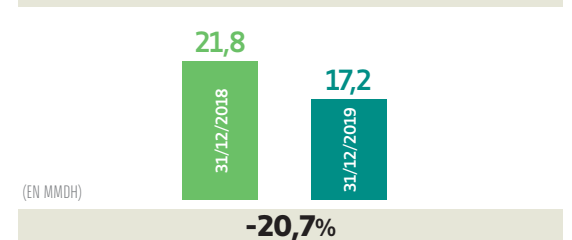
### DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Dépôts de la Clientèle Consolidés ont enregistré une baisse de 2,3 %, pour atteindre 45 milliards de dirhams à fin décembre 2019 contre 46,1 milliards de dirhams au 31 décembre 2018, les ressources non rémunérées représentant 72,5%.



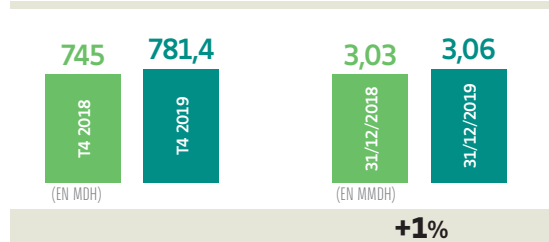
### ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les Engagements par Signature Consolidés se sont établis à 17,2 milliards de dirhams à fin décembre 2019, soit une baisse de 20,7% par rapport au 31 décembre 2018.



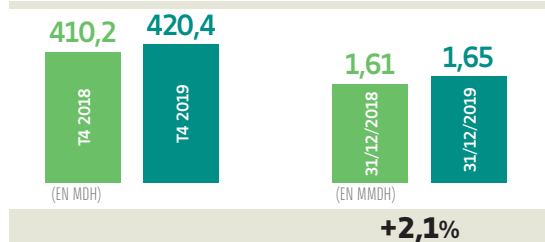
### PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ (EN MMDH)

Le Groupe BMCI a réalisé un Produit Net Bancaire Consolidé de 3,06 milliards de dirhams à fin décembre 2019 en hausse de 1% par rapport à fin décembre 2018, essentiellement du fait de la hausse de la marge sur commissions consolidée et le résultat des opérations de marché respectivement de +4% et +10,1% avec une légère baisse au niveau de la marge d'intérêt consolidé -1%.



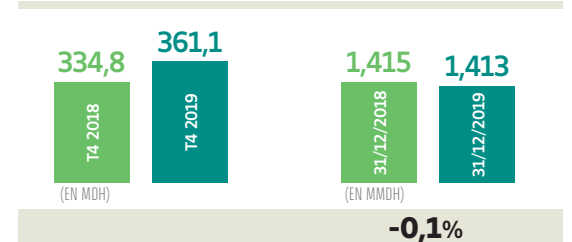
### FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS (EN MMDH)

À fin décembre 2019, les Frais de Gestion Consolidés demeurent maîtrisés et s'élèvent à 1,65 milliard de dirhams. Par ailleurs, le Coefficient d'Exploitation s'affiche à 53,8% à fin décembre 2019. À périmètre constant, les frais de gestion auraient été de 1,63 MMDH, soit une évolution de +1%.



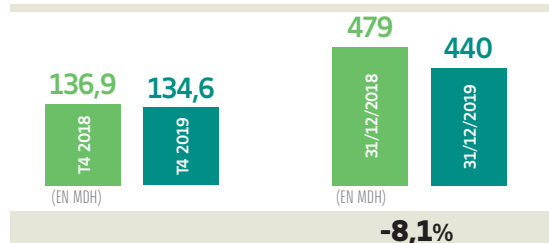
### RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ (EN MMDH)

Le Résultat Brut d'Exploitation Consolidé s'établit à 1,413 milliard de dirhams à fin décembre 2019, soit une légère baisse de 0,1% par rapport à fin décembre 2018. À périmètre constant, le RBE aurait été de 1,43 MMDH, soit une évolution de +1,1%.



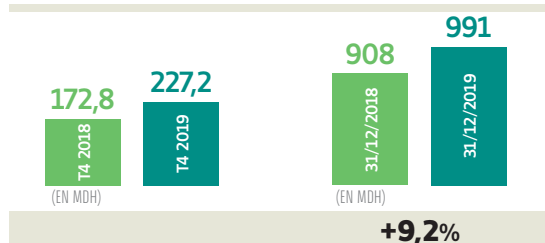
### COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Coût du Risque Consolidé a baissé de 8,1% à fin décembre 2019 par rapport à fin décembre 2018. Le taux de couverture des créances par les provisions des comptes sociaux s'établit à 80,2%.



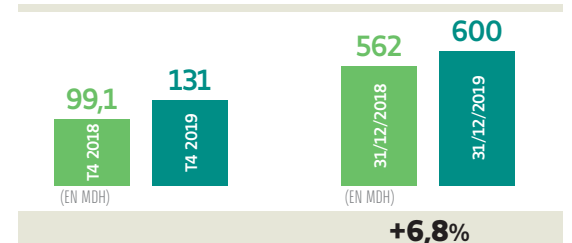
### RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Groupe BMCI affiche un Résultat Avant Impôts Consolidé de 991 millions de dirhams à fin décembre 2019, soit une hausse de 9,2% par rapport à fin décembre 2018.



### RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Résultat Net Consolidé s'est établi à 600 millions de dirhams à fin décembre 2019, soit une hausse de 6,8% par rapport à fin décembre 2018.



## Faits marquants 2019

Dans le cadre de sa stratégie de transformation 2020, la BMCI a confirmé en 2019 sa politique volontariste et son ambition d'entretenir une bonne dynamique de croissance. Dans le prolongement de l'exercice précédent, 2019 a été caractérisée par la poursuite du développement des métiers du commerce avec un niveau important en ce qui concerne la production des crédits. En 2019, la BMCI a réaffirmé sa démarche socialement responsable et a prouvé cette année aussi son engagement en tant que banque responsable tant sur le plan social qu'environnemental.

L'année 2019 a été rythmée par plusieurs faits marquants qui viennent illustrer la dynamique de la banque :

- La BMCI a été classée par Vigeo Eiris N°2 du secteur bancaire des marchés émergents et N°3 tous secteurs confondus en matière de RSE.
- Le Magazine international Global Finance a remis à la BMCI, en 2019, le prix de « Meilleure Banque Privée au Maroc ».
- Dans le cadre du programme GEFF Morocco, la BMCI a été la 1<sup>ère</sup> Institution financière au Maroc à signer un partenariat avec la BERD dans ce sens.
- Le trophée de l'égalité professionnelle Femme-Homme a été remis, en 2019, à la BMCI par le Ministère du Travail et de l'Insertion professionnelle.

- La création de 2 filiales DIGISERV (pour le développement de services digitaux non bancaires) et DIGIFI (apportant une solution d'établissement de paiement mobile).
- La réouverture de l'agence historique Mohammed V proposant une nouvelle expérience client plus qualitative et innovante avec un dispositif technologique et des équipements de dernière génération.
- Le lancement de l'application mobile « Crédit F' Yidi » pour faciliter l'octroi du crédit à la consommation pour les clients et non clients de la banque.

Le Conseil de Surveillance a noté avec satisfaction les performances réalisées par l'ensemble des équipes de la banque au cours de l'exercice 2019 qui sont en phase avec les objectifs fixés par son plan de transformation.

L'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois de février 2020 les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Pour rappel, ces notations sont parmi les meilleures obtenues à l'échelle nationale :

Note à long terme : **AAA (mar)** • Perspective d'évolution de la note à long terme : **Stable** • Note à court terme : **F1+ (mar)** • Note de soutien extérieur : **2**

# COMMUNICATION FINANCIÈRE

Présentation et gouvernance du Groupe BMCI



## 1. PRÉSENTATION DU GROUPE BMCI

Créée en 1943, la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) exerce une activité de banque universelle et multi-métiers en s'appuyant sur un modèle de banque intégrée et diversifiée. Coté à la Bourse de Casablanca et acteur important de l'économie marocaine depuis plusieurs décennies, le Groupe BMCI emploie plus de 3000 collaborateurs et accompagne au quotidien des clients particuliers, professionnels, entreprises et institutionnels à travers tout le Royaume.

Le Groupe BMCI met à la disposition de ses clients toute l'expertise et le savoir-faire du Groupe BNP Paribas à travers une organisation commerciale adaptée et évolutive, permettant d'accompagner l'évolution des besoins de ses clients. Il assure, ainsi, une présence de proximité auprès de sa clientèle via un réseau d'agences dédié aux particuliers et aux professionnels couvrant l'ensemble du territoire national et un maillage de centres d'affaires pensés pour accroître l'efficacité commerciale et assurer une expérience client de qualité. Par ailleurs, le Groupe BMCI tend à proposer continuellement des solutions digitales et innovantes touchant à la fois sa manière d'interagir avec les clients mais également ses process en interne pour un maximum d'efficacité.

De plus, le Groupe BMCI met en place une banque commerciale regroupant trois lignes de métier que sont : (I) le Corporate Banking, partenaire privilégié des entreprises proposant des solutions sur mesure à sa clientèle en termes de financement de la croissance, de gestion des flux et du cycle d'exploitation, de développement du commerce à l'international ou encore de gestion des risques, (II) le Retail Banking, entité dédiée aux clients particuliers, professionnels et très petites entreprises qui englobe également BMCI Najmah, fenêtre participative, et la Banque Privée en charge des clients à haut niveau de revenu, ainsi que (III) la Business unit crédit à la Consommation qui profite de toute l'expertise développée par le Groupe BNP Paribas.

Parallèlement à son activité de banque commerciale, le Groupe BMCI est présent dans de nombreux métiers à travers des filiales ou sociétés spécialisées dont principalement : BMCI Leasing ; BMCI Bourse ; BMCI Asset Management ; BMCI Finance ; BMCI Banque Offshore ; BMCI Assurance et Arval Maroc.

La politique RSE mise en place par le Groupe BMCI, à l'instar du Groupe BNP Paribas, s'inscrit dans sa volonté d'être un acteur économique responsable et engagé auprès de son environnement économique et social. Consciente de sa responsabilité auprès de ses collaborateurs, de ses clients et de la société dans sa globalité, la BMCI a lancé sa démarche RSE, en s'appuyant sur quatre piliers : responsabilité économique, sociale, civique et environnementale. Dans le cadre de son engagement RSE, le Groupe BMCI est la première banque marocaine à recevoir le label de la responsabilité sociale, délivré en 2014 et renouvelé en 2018 par le comité d'attribution du Label CGEM. La banque a également été primée, à plusieurs reprises, dans le classement de l'indice Vigeo Eiris Best EM Performers pour l'ensemble de ses activités économique, sociale, civique et environnementale.

## 2. GOUVERNANCE DU GROUPE BMCI

### 2.1 LE CONSEIL DE SURVEILLANCE

#### 2.1.1 Dispositions générales

Le fonctionnement du Conseil de Surveillance est régi par son règlement intérieur.

#### 2.1.2 Composition du Conseil de Surveillance

Suivant l'article 15 des statuts de la BMCI, le Conseil de Surveillance est composé de trois membres au moins et de quinze membres au plus.

Les membres sont nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire et la durée de leur fonction est fixée à trois années. Ils sont rééligibles et ne peuvent être révoqués que par décision d'une Assemblée Générale Extraordinaire.

À fin décembre 2019, le Conseil de Surveillance de la BMCI se compose des membres suivants :

Nom	Qualité	Indépendance	Date de nomination	Expiration du mandat
M. Jaouad HAMRI	Président	Membre indépendant	28-mai-15	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Michel PEBEREAU	Vice-Président - État-major comité direct mandataire social au sein de BNP Paribas	-	27-mai-04	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
Mme Janie LETROT	Membre	Membre indépendant	28-mai-15	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Mohamed Hassan BENSALAH	Membre	-	26-mai-06	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Christian DE CHAISEMARTIN	Membre - Responsable des risques IRB au sein de BNP Paribas	-	21-juin-18	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Alain FONTENEAU	Membre - Responsable de projets IRB au sein de BNP Paribas	-	26-mai-09	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Yves MARTRENCHAR	Membre - État-major Comité de direction Ressources Humaines Groupe au sein de BNP Paribas	-	28-mai-15	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
Mme Sofja MERLO	Membre - Responsable Wealth Management International Financial Services au sein de BNP Paribas	-	07-mai-14	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Jean-Paul SABET	Membre - Responsable zone géographique IRB au sein de BNP Paribas	-	21-juin-18	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
Mme Dounia TAARJI	Membre	Membre indépendant	28-mai-15	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
AXA Assurance Maroc	Représentée par M. Philippe ROCARD, Président Directeur Général	-	26-mai-06	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
Assurance SANAD	Représentée par M. Mustapha BAKKOURY, Administrateur	-	26-mai-06	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
BNP Paribas IRB Participations	Représentée par M. Didier MAHOUT, responsable des activités Corporate au sein d'International Retail Banking du Groupe BNP Paribas	-	26-mai-06	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

#### 2.1.3 Rôles du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Banque par le Directoire.

Le mandat du conseil de surveillance de la BMCI comprend des missions générales et des missions de vigilance; il exerce des pouvoirs de nomination et de rémunération ; il veille à promouvoir l'intégrité des comportements au sein du groupe. Le Conseil de Surveillance se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la Banque et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent.

Le Conseil de Surveillance est également responsable en dernier ressort de la solidité financière de la banque. Il définit ses orientations stratégiques y compris sa politique d'extension aussi bien au niveau local qu'à l'international et assure la surveillance de la gestion de ses activités.

Le Conseil de Surveillance exerce une surveillance efficace de la gestion par le directoire des activités de la banque en s'appuyant sur les travaux des fonctions d'audit interne, de conformité, de contrôle permanent et de gestion et contrôle des risques.

#### 2.1.4 Critère d'indépendance et parité Hommes / Femmes des membres du Conseil de Surveillance

Au 31 décembre 2019, le Conseil de Surveillance de la BMCI compte 3 membres indépendants.

La qualité d'Administrateur Indépendant répond aux critères définis dans la circulaire du Wali de Bank Al-Maghrib du 5/W/2016 du 10 juin 2016 fixant les conditions et les modalités de désignation d'administrateurs ou membres indépendants au sein de l'organe d'administration ou de surveillance des Établissements de crédit.

Par ailleurs, la diversité des genres et la promotion des femmes font partie des engagements prioritaires de la BMCI, avec quatre grands axes d'actions pour favoriser l'égalité professionnelle : la sensibilisation, le développement des compétences, le networking et le mentoring.



La nomination et la promotion de plusieurs collaboratrices à haut niveau au sein du Conseil de Surveillance constituent un signe fort de la politique mise en œuvre afin de favoriser l'égalité professionnelle.

Ainsi, au cours des trois dernières années, le nombre de femmes au sein du Conseil de Surveillance s'élève à trois, soit 23,1% de l'effectif total des membres du Conseil.

## 2.1.5 Comités rattachés au Conseil de Surveillance

Pour faciliter l'exercice de leurs fonctions par ses membres, le Conseil de Surveillance de la banque institue en son sein des comités spécialisés qui sont chargés d'analyser en profondeur certaines questions spécifiques et de le conseiller dans ces domaines. Afin de prendre en compte la nature et les spécificités de l'activité bancaire, les comités du conseil de la BMCI comprennent : (a) le comité d'audit, (b) le comité des risques, (c) le comité des rémunérations, des nominations et de gouvernement d'entreprise.

### a. Comité d'audit

Le comité d'audit est chargé d'assister le Conseil de Surveillance dans l'évaluation de la qualité et de la cohérence du dispositif de contrôle interne conformément aux dispositions de la circulaire du gouverneur de Bank Al-Maghrib relatives au contrôle interne des Établissements de crédit.

Le système de contrôle interne consiste en un ensemble de dispositifs visant à assurer en permanence, notamment : la vérification des opérations et des procédures internes ; la mesure, la maîtrise et la surveillance des risques ; la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières ; l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Se réunissant à une fréquence trimestrielle une semaine avant la tenue du Conseil de Surveillance, le Comité d'audit est composé d'un président non exécutif et de trois membres permanents non exécutifs dont le tiers au moins est indépendant. Le président et les membres permanents sont choisis parmi les membres du Conseil de Surveillance.

Dans ces conditions, le comité d'audit assure la surveillance et l'évaluation de la mise en œuvre du dispositif de contrôle interne, de la gestion des risques et de la conduite de l'activité d'audit sur l'ensemble du groupe BMCI.

Le comité a notamment pour attributions :

- De porter une appréciation sur la qualité du système de contrôle interne et de proposer, le cas échéant, des actions complémentaires à ce titre ;
- D'évaluer le dispositif de vigilance et de veille interne relatif au risque de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme ;
- D'évaluer la pertinence des mesures correctrices prises ou proposées pour combler les lacunes ou insuffisances décelées dans le système de contrôle interne ;
- De recommander la nomination des commissaires aux comptes ou, à titre dérogatoire, le renouvellement de leur mandat au-delà de deux mandats consécutifs ;
- De définir les zones de risques minimales que les auditeurs internes et les commissaires aux comptes doivent couvrir ;
- De vérifier la fiabilité et l'exactitude des informations financières destinées au Conseil de Surveillance et aux tiers et de porter une appréciation sur la pertinence des méthodes comptables adoptées pour l'élaboration des comptes individuels et consolidés ;
- D'approuver la charte d'audit et le plan d'audit et d'apprécier les moyens humains et matériels alloués à la fonction d'audit interne et de s'assurer que les auditeurs internes possèdent les compétences nécessaires et proposer éventuellement les mesures à prendre à ce niveau ;
- De prendre connaissance des rapports d'activité et des recommandations des fonctions d'audit interne, de contrôle permanent et de conformité,

des commissaires aux comptes et des autorités de supervision ainsi que des mesures correctrices prises ;

- D'examiner l'efficacité du dispositif de gestion des risques sur la base de reporting de missions d'audit spécifiques.

Au 31 décembre 2019, le comité d'audit est composé de :

- M. Alain FONTENEAU, Président ;
- Mme Janie LETROT HADJ HAMOU, Membre indépendant ;
- M. Mohamed Hassan BENSALAH, Membre ;
- M. Philippe ROCARD, Membre.

### b. Comité des risques

Le comité des risques est chargé d'accompagner le Conseil de Surveillance en matière de stratégie et de gestion des risques, conformément aux dispositions de la circulaire de Bank-Al-Maghrib sur le contrôle interne.

La mission du comité porte sur les risques de toute nature : de crédit, de marché, opérationnel, de taux d'intérêt, de la concentration de crédit, de liquidité, de règlement-livraison pays et de transfert, ainsi que des risques liés aux activités externalisées.

Le comité s'assure de la mise en place d'un dispositif de pilotage, intégré et harmonisé au sein du groupe BMCI, assurant une surveillance effective des activités et des risques des filiales locales et à l'étranger. Les informations relatives à ces activités et aux risques qui y sont associés doivent être aisément accessibles au niveau de BMCI SA et faire l'objet de rapports réguliers au Conseil de Surveillance et à Bank Al-Maghrib.

Se réunissant à une fréquence trimestrielle, le Comité des risques est composé de quatre administrateurs non exécutifs dont le Président est membre indépendant. Aucun quorum n'est requis pour la tenue des réunions du comité des risques.

Le comité a notamment pour attributions :

- De conseiller le Conseil de Surveillance concernant la stratégie en matière de risque et le degré d'aversion aux risques ;
- De s'assurer que le niveau des risques encourus est contenu dans les limites fixées par le directoire conformément au degré d'aversion aux risques défini par le Conseil de Surveillance ;
- D'évaluer la qualité du dispositif de mesure, maîtrise et surveillance des risques de BMCI et de son groupe ;
- De s'assurer de l'adéquation des systèmes d'information eu égard aux risques encourus ;
- D'apprécier les moyens humains et matériels alloués aux fonctions de gestion et de contrôle des risques et de veiller à leur indépendance.

Au 31 décembre 2019, le comité des risques est composé des membres suivants :

- Mme Dounia TAARJI, Président, Membre indépendant ;
- M. Didier MAHOUT, Membre ;
- M. Christian de CHAISEMARTIN, Membre.

### c. Comité des nominations, des rémunérations et du gouvernement d'entreprise

Instance émanant du Conseil de Surveillance, le Comité des nominations, des rémunérations et du gouvernement d'entreprise est composé de trois administrateurs non exécutifs, dont un indépendant. Ce Comité se réunit annuellement ou chaque fois que nécessaire à la discrétion des membres du Comité. Aucun quorum n'est requis pour la tenue des réunions du comité des nominations, des rémunérations et du gouvernement d'entreprise.

Au titre de sa compétence sur les nominations, ce comité est chargé d'assister le Conseil de Surveillance dans le processus de nomination et de renouvellement de ses membres ainsi que ceux de l'organe de direction. Ce comité veille également à ce que le processus de nomination

et de réélection soit organisé d'une manière objective, professionnelle et transparente.

Au titre de sa compétence sur les rémunérations, ce comité est chargé d'accompagner le Conseil de Surveillance dans la conception et le suivi du bon fonctionnement du système de rémunération. Il veille à ce qu'il soit approprié et en conformité avec la culture de la Banque, sa stratégie à long terme des risques, sa performance et l'environnement de contrôle ainsi qu'avec les exigences législatives et réglementaires.

Au titre du gouvernement d'entreprise, la mission du comité est de veiller à la bonne application de la directive de Bank Al-Maghrib sur la gouvernance des Établissements de crédit, ainsi que sur la conformité des règles de gouvernance de la BMCI avec les principes généraux du groupe BNP Paribas dans ce domaine.

Au 31 décembre 2019, le comité des nominations, rémunérations et gouvernance d'entreprise est composé de :

- M. Jean-Paul SABET, Président ;
- M. Jaouad HAMRI, Membre indépendant ;
- M. Yves MARTRENCAR, Membre.

## 2.2 LE DIRECTOIRE

### 2.2.1 Composition du Directoire

BMCI est dirigée par un Directoire qui assume ses fonctions sous le contrôle d'un Conseil de Surveillance.

Conformément à la loi n° 17-95 régissant les sociétés anonymes telle que modifiée et complétée et aux dispositions statutaires (art. 14), les membres du Directoire sont nommés par le Conseil de Surveillance, dont le nombre est compris entre deux et sept.

La durée de fonctions des membres du Directoire est fixée à trois années à compter de la date de réunion du Conseil de Surveillance qui les a nommés. Leur mandat expire à la date de la première réunion du Conseil de Surveillance renouvelé et/ou nommé par l'Assemblée Générale annuelle ayant statué sur les comptes du 3<sup>ème</sup> exercice suivant (I) la nomination et/ou (II) le renouvellement dudit Conseil de Surveillance dont la réunion doit se tenir, au plus tard, à la date d'expiration du mandat des membres du Directoire. (Cf. à l'article 14.2.1 des statuts de la BMCI).

À fin décembre 2019, le Directoire de la BMCI se compose des membres suivants :

Nom	Fonctions au sein de la BMCI	Date du début du mandat	Date d'expiration du mandat
M. Laurent DUPUCH	Président du Directoire	04-oct-13	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Rachid MARRAKCHI	Directeur Général	06-déc-05	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Didier DUFOUR	Directeur Général Adjoint en charge des fonctions supports	11-déc-15	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020
M. Idriss BENSMAIL	Directeur Général Adjoint en charge des métiers du commerce	20-déc-13	AGO statuant sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020

### 2.2.2 Comités rattachés au Directoire

#### a. Comité ALCO

Le comité ALCO a pour mission :

- Analyser les indicateurs de risque de taux, de liquidité et de change ;
- Analyser les besoins de liquidité et valider la politique de gestion et de couverture des risques proposée par l'ALMT ;
- Prendre le cas échéant les décisions suite à l'activation du Liquidity Contingency Plan (LCP) ;

- Valider les règles de calcul du taux de cession interne par abréviation (TCI) et les niveaux de TCI proposés par l'ALMT ;
- Valider les méthodologies et les modèles utilisés pour mesurer et gérer les risques financiers de taux et de liquidité dont les hypothèses comportementales employées (remboursements anticipés, etc...) ;
- Analyser le GAP de taux et valider les limites de gestion proposées par l'ALMT ;
- Valider la courbe des taux pour le calcul du refinancement en monnaie locale et en devises si cette courbe est différente de la courbe Funding du Groupe ;
- Définir les stratégies opérationnelles à mettre en place dans le cadre d'une gestion saine et prudente.

#### b. Comité Ressources Humaines

Le Comité des Ressources Humaines traite des sujets concernant la gestion des ressources humaines de la Banque, tant sur le plan de la rémunération, de la mobilité, des recrutements que de la formation.

#### c. Comité de Crédit

Le Comité de Crédit statue sur les décisions d'octroi de crédits concernant les dossiers qui lui sont remontés par le réseau d'exploitation.

#### d. Comité de la Conformité

Ce Comité a pour mission d'examiner tous les sujets liés à la Conformité, et de faire le point notamment sur son activité pendant le mois précédent ; les principales statistiques et les alertes remontées ; les relations avec le régulateur notamment les nouveautés réglementaires et les missions menées par les régulateurs ainsi que les décisions à prendre sur les dossiers qui sont présentés au Comité.

#### e. Comité de Sécurité et Hygiène

Le comité de sécurité et hygiène est en charge des missions suivantes :

- Détecter les risques professionnels auxquels sont exposés les salariés de la Banque ;
- Assurer l'application des textes législatifs et réglementaires concernant la sécurité et l'hygiène ;
- Veiller au bon entretien et au bon usage des dispositifs de protection de salariés contre les risques professionnels ;
- Veiller à la protection de l'environnement au sein de la Banque ;
- Présenter des propositions concernant la réadaptation des salariés handicapés dans l'entreprise ;
- Donner son avis sur le fonctionnement du service médical du travail ;
- Développer le sens de prévention des risques professionnels et de sécurité au sein de la Banque ;
- Procéder à une enquête à l'occasion de tout accident du travail, de maladie professionnelle ou à caractère professionnel ;
- Établir un rapport annuel sur l'évolution des risques professionnels au sein de la Banque.

#### f. Comité Capital

Le Comité Capital est chargé de suivre l'évolution des ratios de solvabilité et d'anticiper les besoins en capital de la Banque.

#### g. Comité Performance et Management

Le Comité Performance et Management a pour mission d'examiner, analyser et piloter les performances financières de la banque et de ses différentes lignes de métier.

## NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards - IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1<sup>er</sup> janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, « Première application des normes d'information financière internationale », et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 31 décembre 2019.

## DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS & PRINCIPE DE CONSOLIDATION :

### 1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION, NORMES APPLIQUÉES PAR LE GROUPE ET REGROUPEMENT D'ENTREPRISE

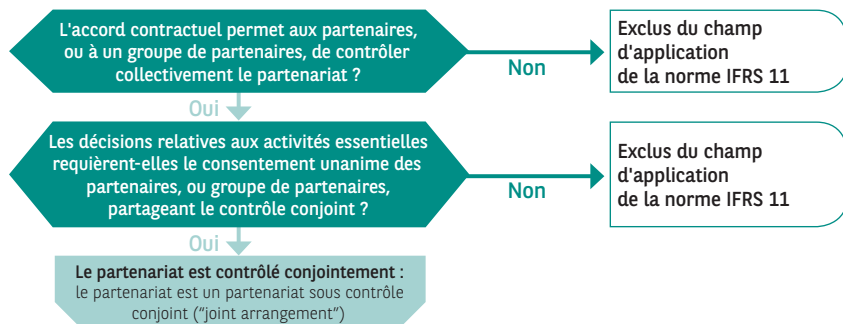
#### Périmètre de consolidation : Notions de contrôle et Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites « entités ad'hoc » contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

- Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif (IFRS 10) d'une filiale lorsqu'il est en mesure de :
  - Détenir le pouvoir sur l'entité,
  - Exposer ou avoir des droits sur les rendements variables provenant de son implication dans l'entité,
  - Avoir la capacité d'exercer son pouvoir sur l'entité de manière à affecter le montant de ses rendements.
- Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle d'une part et d'autre part lorsqu'il :
  - Est exposé ou a des droits à des rendements variables provenant de son implication dans le partenariat,
  - A la capacité d'affecter ses rendements grâce à son pouvoir sur le partenariat.

L'appréciation du contrôle conjoint se résume comme suit :



La norme IFRS 11 définit deux catégories de partenariats :

- Les co-entreprises (« joint-ventures »), dans lesquelles les partenaires qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité possèdent des droits sur l'actif net de celle-ci. Chaque coentrepreneur comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence.
- Les activités conjointes (« joint operations »), dans lesquelles les partenaires qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité ont des droits sur les actifs et des obligations sur les passifs relatifs à celle-ci et comptabilisent les actifs et passifs concernés proportionnellement à leurs droits et obligations vis-à-vis du partenariat.
- Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence (IAS 28). Le groupe exerce une influence notable lorsqu'il possède le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité. L'existence de l'influence notable de la BMCI peut généralement être mise en évidence par :
  - La représentation au conseil d'administration ou à l'organe de direction équivalent de l'entreprise détenue
  - La participation au processus d'élaboration des politiques financières et opérationnelles de l'entité
  - Des transactions significatives entre la BMCI et l'entreprise détenue
  - Un échange de personnels dirigeants
  - La fourniture d'informations techniques essentielles.

Le périmètre de consolidation de la BMCI au 31 décembre 2019 :

Le périmètre s'est élargi par rapport au 31 décembre 2018 par l'intégration des deux nouvelles entités DIGIFI et DIGISERV.

Dénomination	Secteur d'activité	Méthode	% Contrôle	% Intérêt
BMCI BANK	Banque	Top	-	-
BMCI Banque Offshore	Banque	IG	100%	100%
BMCI Leasing	Leasing	IG	86, 91%	86, 91%
ARVAL Maroc	Location longue durée	MEE	33,34%	33,34%
BMCI Finance	Banque d'affaire	IG	100%	100%
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)	Gestion d'actif	IG	100%	100%
BMCI Bourse	Intermédiation boursière	IG	100%	100%
BMCI Assurance	Courtage d'assurance	IG	100%	100%
IMMOBILIERE Sidi Maarouf	Société immobilière	IG	100%	100%
DIGIFI	Etablissement de paiement	IG	51%	51%
DIGISERV	Développement de services digitaux	IG	49%	49%

### IFRS 23 :

Entrée en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2019, l'interprétation IFRIC 23 clarifie la mise en œuvre de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » en matière de comptabilisation et d'évaluation, lorsque l'incertitude entoure le traitement de l'impôt sur le résultat.

Cette incertitude peut avoir une incidence sur la détermination du bénéfice imposable, des bases fiscales, des pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés et des taux d'imposition.

Plus spécifiquement, il est nécessaire de déterminer si les positions fiscales décidées par l'entité seront validées ou non par l'autorité fiscale compétente.

#### Méthode de transition :

Le groupe BMCI opte pour une application de l'IFRIC 23 selon la méthode rétrospective avec effet cumulatif de la première application dans les capitaux propres du bilan d'ouverture de l'exercice.

### IFRS 13 :

Obligatoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013, la norme IFRS 13 « Évaluation de la juste valeur » définit les modalités de calcul de la valeur de marché ainsi que les informations à fournir en annexe lorsque d'autres normes permettent ou requièrent une évaluation à la valeur de marché ou des informations sur cette valeur. Pour déterminer la valeur de marché selon IFRS 13, la BMCI donne la priorité d'abord à l'utilisation de prix directement cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques avant de recourir à des paramètres internes.

Les paramètres utilisés dans les techniques de valorisation sont classés dans une hiérarchie à trois niveaux, en fonction de l'observabilité de ces paramètres, la primauté étant donnée au niveau 1, puis au niveau 2 et enfin au niveau 3.

## Impact des méthodes de valorisation sur la hiérarchie

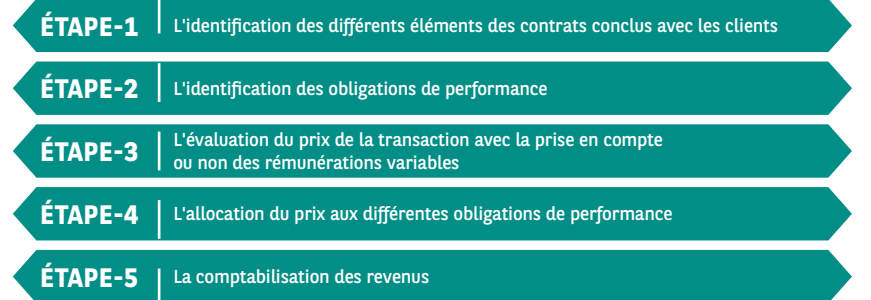
Pour procéder à l'évaluation des instruments financiers, la BMCI utilise l'une des quatre techniques suivantes :

- **Technique du prix** : utilisation d'un prix pour évaluer un produit identique ; cette technique est principalement utilisée pour l'évaluation des valeurs mobilières, mais également pour les contrats à terme normalisés (futurs) et certaines options cotées. Si l'instrument est fongible, liquide et identique au contrat coté, il s'agit d'une évaluation de « niveau 1 » selon les normes IFRS, mais s'il est uniquement similaire il est classé au « niveau 2 ».
- **Technique de comparaison** : elle utilise des produits similaires et souvent des liens entre les caractéristiques des produits pour réaliser l'évaluation. Elle peut également utiliser des multiples de marché. Les techniques de comparaison conduisent généralement à des valeurs de marché de niveau 2 ou 3, en fonction du degré de similarité des instruments et des ajustements passés pour prendre en compte les spécificités de l'instrument évalué.
- **Technique de réplcation par modèle** : elle consiste à décomposer le produit en composantes ou facteurs de risque afin de répliquer sa valeur de manière statique ou dynamique. Cette technique équivaut mathématiquement à valoriser en utilisant la théorie des martingales et en faisant des prévisions pour toute évaluation équivalente à l'évaluation en risque neutre.
- **Technique des flux de trésorerie attendus** : consiste à prévoir les flux de trésorerie futurs incertains des instruments financiers puis à les actualiser en tenant compte d'une prime de risque de marché. Pour cela diverses techniques sont disponibles, notamment la modélisation macro-économique en utilisant des fonctions de « utilité » et l'analyse des statistiques historiques. Il est à noter que cette technique ne fournit pas de couverture de la valeur puisque c'est l'objectif principal de la Technique de réplcation par modèle.

### IFRS 15 :

Cette norme remplace la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires », IAS 11 « Contrats de construction », leurs interprétations et introduit un principe fondamental selon lequel la comptabilisation du chiffre d'affaires doit traduire, pour le montant auquel un vendeur s'attend à avoir droit, le transfert à un client du contrôle d'un bien ou d'un service.

La norme IFRS 15 énonce une approche développée comprenant 5 étapes successives depuis l'identification du contrat conclu avec le client jusqu'à la reconnaissance en résultat d'un produit lorsqu'une obligation de performance est remplie :



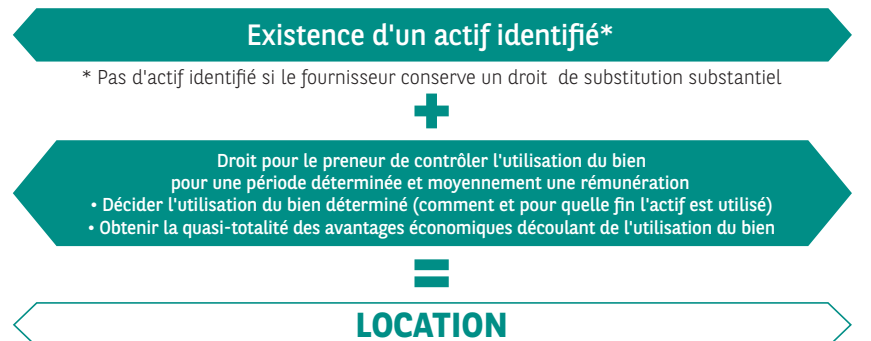
### IFRS 16 :

La norme IFRS 16 (Contrats de locations), publiée le 13 Janvier 2016, remplace la norme IAS 17, IFRIC 4, SIC 15 et 27.

La date d'application de la norme IFRS 16 est effective pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Application anticipée autorisée pour s'aligner avec la date d'application de la norme IFRS 15.

#### Définition :

Selon l'IFRS 16, il y a un contrat de location lorsque le bailleur ne garde plus un droit de substitution substantiel d'une part et d'autre part, le preneur acquiert le droit de contrôler l'utilisation de l'actif pendant une période donnée en échange d'une contrepartie :



Les composantes locatives et non locatives sont comptabilisées séparément :

- La norme IFRS 16 s'applique à la composante locative
- D'autres normes s'appliquent à la composante non locative

Les preneurs peuvent faire le choix par catégorie de bien sous-jacent de comptabiliser les composantes locatives et non locatives en tant que contrat de location. En pratique, le groupe n'applique pas cette mesure de simplification.

Pour les bailleurs, il y a toujours lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif.
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

#### Méthode de transition :

Le Groupe BMCI a choisi d'appliquer la méthode rétrospective modifiée pour laquelle le droit d'utilisation est la valeur comptable considérant comme si la norme avait été appliquée depuis la date de commencement et les paiements de location à l'ouverture étant actualisés en utilisant la date d'emprunt supplémentaire du preneur à la date de la première application (1<sup>er</sup> Janvier 2019).

Par conséquent, l'impact FTA de la norme IFRS 16 est comptabilisé en capitaux propres.

La BMCI a opté pour les deux exemptions rendues possible par la norme :

- Contrat de location relatif à des bien de faible valeur.
- Contrat de location ayant une durée inférieure à un an.

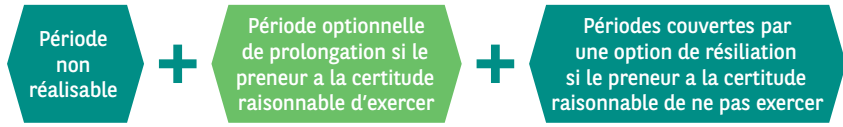
#### Comptabilité du preneur : Comptabilisation, évaluation et présentation.

Étapes	Description
Comptabilisation et évaluation initiale	Initialement comptabilisation d'un droit d'utilisation de l'actif et d'un passif de location à la valeur actualisée des paiements de loyers. L'actif de droit d'utilisation est ajusté des préparations de loyers, avantages reçus, coûts directs initiaux engagés par le preneur, estimations des coûts de restauration, d'enlèvement et de démantèlement
Évaluation ultérieure du droit d'utilisation et du passif de location	Le droit d'utilisation de l'actif est amorti conformément à la norme IAS 16 Immobilisations corporelles. Le preneur augmente le passif lié au contrat de location afin de refléter les intérêts et réduits le passif des paiements de loyers effectués
Présentation du droit d'utilisation dans les états financiers	Séparément des autres actifs (non pris en location), ou avec les actifs sous-jacents correspondants en détaillant en annexe les postes contenant les actifs de droit d'utilisation. Charges d'amortissement en frais généraux
Présentation du passif de location dans les états financiers	Séparément des autres passifs, ou avec ces autres passifs et communication en annexe des postes contenant les passifs de location. Charges d'intérêts en Produit Net Bancaire



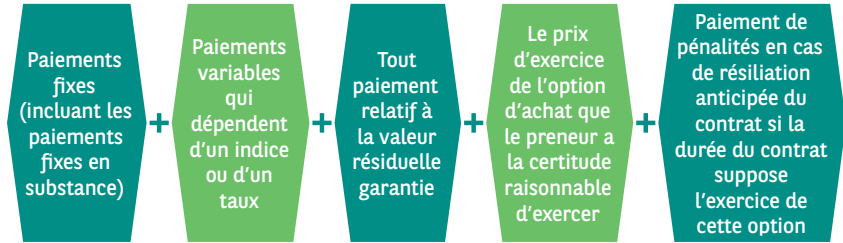
### Durée du contrat de location :

En ce qui concerne la durée de location, elle est synthétisée comme suit :



### Passif de location :

Le passif lié au contrat de location est égal à la valeur actualisée de :



L'évaluation ultérieure du passif de location correspond aux situations nécessitant une réévaluation du contrat ainsi que leur impact :

- Changement dans l'évaluation initiale de la durée de la location ou des options d'achat/résiliation :
  - Révision du contrat de location en utilisant les nouvelles données
  - Révision du taux d'actualisation
- Changements dans les indices ou les taux affectant les paiements :
  - Révision du contrat de location en utilisant les nouvelles données
  - Taux d'actualisation inchangé

### IFRS 9 :

La norme IFRS 9 Instruments financiers, publiée le 24 juillet 2014, remplace la norme IAS 39 Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation. La norme inclut de nouvelles dispositions en matière de comptabilisation et d'évaluation des actifs et passifs, de dépréciation et de modèle général de la comptabilité de couverture. La date d'application de la norme IFRS 9 est effective pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, sans comparatif.

### Classement et évaluation des actifs financiers

Trois catégories d'actifs sont définies dans IFRS 9 au lieu de quatre dans IAS 39 :

- Coût amorti (« AC »),
- Juste valeur par capitaux propres (FVOCI), déclinée en deux sous-catégories :
  - « FVOCID » pour les instruments de dette
  - « FVOCIE » pour les instruments de capitaux propres
- Juste valeur par le résultat (FVPL)

À l'exception des actifs financiers désignés sur option à la FVPL à la comptabilisation initiale en cas de non-concordance comptable, deux critères sont utilisés pour établir comment classer et évaluer les actifs financiers :

#### Le Modèle de Gestion (« Business Model ») suivi par l'entité pour la gestion des actifs financiers :

Le modèle de Gestion doit refléter la manière avec laquelle l'entité gère les actifs financiers en vue de générer des cash-flows.

Trois modèles de Gestion possibles :

- **Held To Collect contractual cash flows (HTC)** La collecte des flux de trésorerie contractuels soit le modèle de gestion « collecte »
- **Held To Collect and Sale (HTC&S)** La collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs soit le modèle de gestion « collecte et vente »
- **Autre (Held For Sale - HFS)** Les autres intentions de gestion soit le modèle de gestion « autre/vente »

#### les caractéristiques de flux de trésorerie contractuels de l'actif financier

Ce critère s'appuie sur l'existence ou non de modalités contractuelles au niveau de l'instrument donnant lieu à dates spécifiées à des flux de trésorerie qui sont seulement des remboursements du principal et versements d'intérêts sur le principal restant dû (désigné comme le test « SPPI ») (Solely Payments of Principal and Interests).

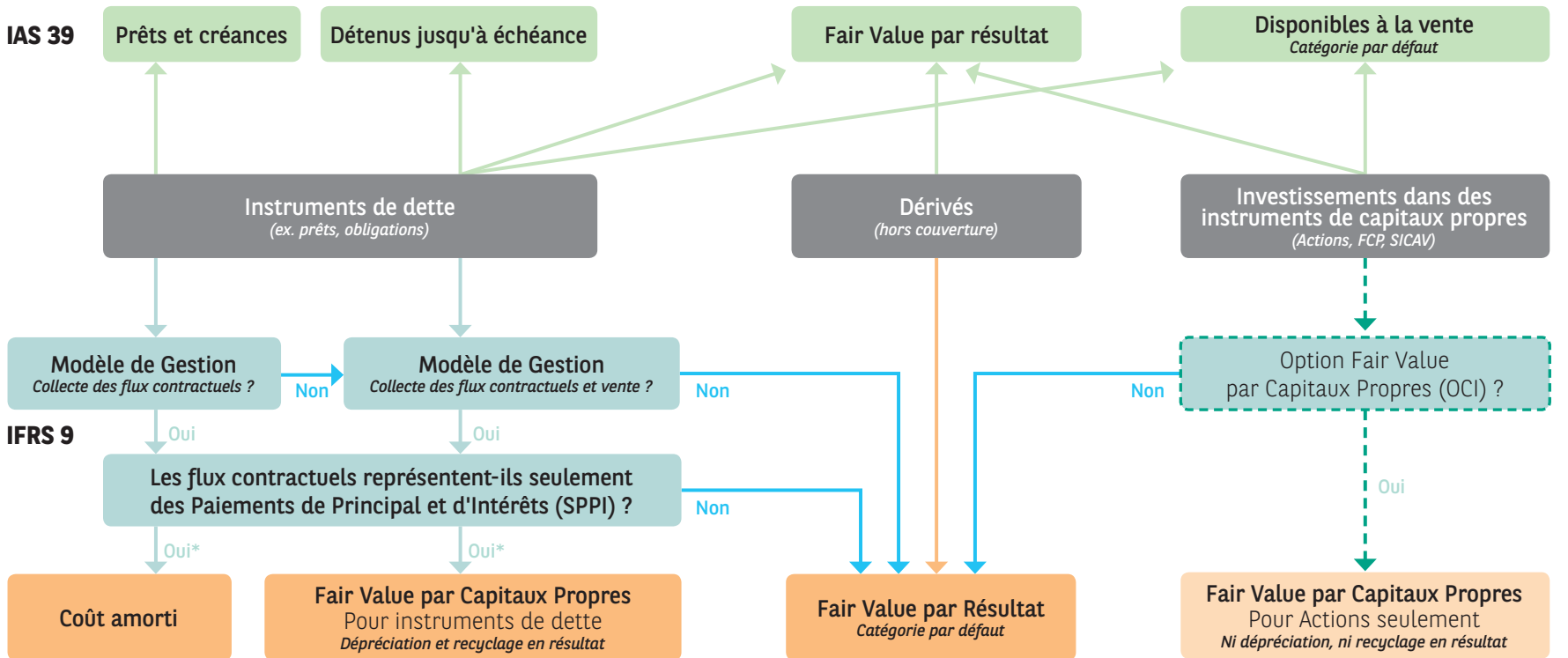
Si un instrument a des caractéristiques contractuelles qui peuvent accroître la variabilité des flux de trésorerie, il ne peut être comptabilisé en AC ou en FVOCID.

Par défaut, les instruments de capitaux propres et autres titres à revenu variable sont comptabilisés à la juste valeur par le résultat (FVPL). Cependant, les instruments de capitaux propres (actions) peuvent être constatés à la juste valeur par capitaux propres au cas par cas (sans recyclage des profits et pertes constatés en « OCI »).

Dès lors que l'option de désigner un instrument de capitaux propres à la FVOCI est retenue

- Seuls les dividendes qui ne représentent pas la récupération d'une partie du coût de l'investissement sont constatés en résultat (cf. encadré ci-dessous).
- Les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en OCI.
- Les variations de justes valeurs constatées en OCI ne sont pas ultérieurement transférées en résultat (elles peuvent être transférées en profit ou perte cumulé(e) au sein des capitaux propres). Par conséquent, en cas de vente de l'investissement, aucun profit ou perte n'est comptabilisé lors de la cession.

#### L'arbre de décision ci-dessous synthétise les dispositions d'IFRS9 en matière de classement et d'évaluation :



\* Si l'option Fair Value n'est pas utilisée. Possible pour incohérence comptable

### Classement et évaluation des passifs financiers

#### Les dispositions relatives aux passifs financiers n'ont pas beaucoup changé

- Il y a toujours deux catégories comme dans IAS 39 : juste valeur par le résultat (« FVPL ») et autres passifs (coût amorti).
- Pour les dérivés incorporés dans des passifs financiers, les principes de séparation et l'application des dispositions d'IAS 39 ont été conservés dans IFRS 9.
- L'option juste valeur (« FVO ») a été conservée (pour les non-concordances comptables, l'existence d'un dérivé incorporé, le traitement à la juste valeur).

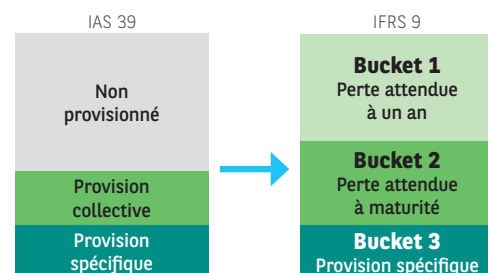
Le seul changement introduit par IFRS 9 concernant les passifs financiers a trait à la comptabilisation des variations de juste valeur résultant du risque de crédit propre des dettes désignées en juste valeur sur option, qui sont à constater en capitaux propres (« OCI »).

#### Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de « Dettes » appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat. Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique « Prêts et Créances », à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en « Actifs financiers à la valeur de marché par résultat ».

### DEPRECIATION DES ACTIFS FINANCIERS :

#### Evolution du champ d'application



- Un seul modèle de provisionnement pour :
  - Les instruments financiers mesurés à coût amorti
  - Les instruments financiers mesurés à la juste valeur par capitaux propres
  - Pour les engagements de prêts et les contrats de garantie financière





**IFRS 9 a introduit une vision en 3 étapes (appelées Bucket 1, 2 ou 3) qui permet d'anticiper les pertes d'un actif financier au cours du temps**

Les principaux changements du passage des règles de dépréciation IAS 39 à IFRS 9 sont :

- Le calcul des provisions sur les encours sains.
- Le « Forward looking » : il s'agit d'intégrer des données prospectives pour apprécier les paramètres de défaut.
- Le suivi et la dégradation du risque de crédit depuis l'origine au niveau de l'autorisation.
- Un périmètre élargi des actifs financiers entrant dans le champ du calcul de la dépréciation. En effet, les actifs financiers concernés sont les suivants : actifs financiers au coût amorti, actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, engagements de prêts et garantie financière qui ne sont pas comptabilisés à la valeur de marché, ainsi qu'aux créances résultant des contrats de location financement.

Dans le cadre de l'IFRS 9, le portefeuille est segmenté en trois Buckets en utilisant la notion de dégradation significative depuis l'origine :

- « **Bucket 1** » est constitué de l'ensemble des actifs financiers sains qui ne sont pas dégradés significativement depuis l'origine et pour lesquels sera calculée une perte de crédit attendue à horizon un an.
- « **Bucket 2** » regroupe les actifs pour lesquels le risque de crédit a augmenté de manière significative depuis l'origine. Une perte de crédit attendue doit alors être calculée sur la durée de vie restante à court ou maturité résiduelle.

- « **Bucket 3** » correspond à l'ensemble des actifs en défaut ou ceux dont la qualité du crédit sera détériorée au point que la recouvrabilité du principal est menacée. Le Bucket 3 correspond au périmètre de la provision individuelle sous IAS 39.

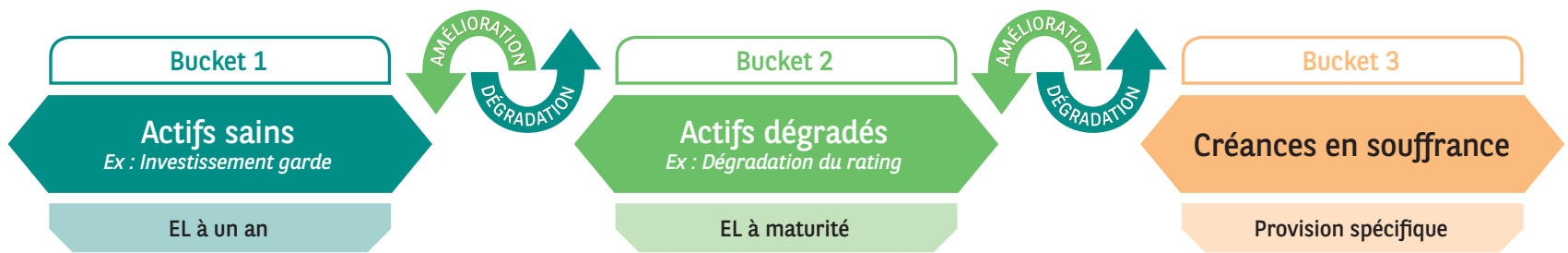
Le modèle de classification entre Buckets retenu par la BMCI correspond aux guidelines données et validées par le groupe après prise en compte des spécificités locales. Il se base sur les critères de dégradation de la qualité du risque de l'engagement soit en termes de dégradation de rating soit en termes de survenance d'impayés qui perdurent plus de 30 jours.

Le calcul de la provision en normes IFRS9 diffère selon qu'il s'agit du Bucket 1 ou Bucket 2 en ce sens qu'il faut intervenir des paramètres de calcul et de mesures de risques spécifiques selon le Bucket.

En effet, le calcul des dépréciations est déterminé selon les principes suivants :

- lors de l'origination de l'autorisation : le calcul de la dépréciation (EL) se fait à horizon d'un an pour les actifs à risque faible, au regard de leur notation favorable.
- lors des évaluations ultérieures : toutes les dégradations du rating au-delà des seuils définis par les guidelines sont transférées au Bucket 2 et leur dépréciation est calculée à maturité.
- lorsque le risque est avéré, le calcul de la dépréciation revient à celui qui était établi en spécifique en norme IAS 39.

Ces principes sont résumés dans le schéma ci-dessous :



## 2. LES IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

La durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise. Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros oeuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements.

Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survealeurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat. La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique « Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles » du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Gains nets sur autres actifs immobilisés ».

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique « Produits des autres activités » ou « Charges des autres activités ».

Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants :

- L'approche par composants.
- Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque.

L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif.

### Tableau des composants Groupe BMCI.

Nature du composant	Durée d'amortissement en années	POIDS DU COMPOSANT
Gros oeuvre	60	59%
Façade	30	18%
IGT	20	23%

## 3- LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

L'approche retenue par le Groupe BMCI pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures.

La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

Catégories d'immobilisations	Durée d'amortissement
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus. En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

## 4- GOODWILL

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

## 5- LES IMMEUBLES DE PLACEMENT

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

## 6- LES AVANTAGES AU PERSONNEL

### Principe :

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

- un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir ;
- une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

### Classification des avantages au personnel :

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

- les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice, ...
- les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice, ...
- les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités, ...)
- les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

### Couverture des engagements :

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

- Constitution d'une provision en interne
- Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

### Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des « Unités de Crédit Projetées », qui présente les caractéristiques suivantes :

- Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations.
- Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant.

L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :

- démographiques : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite
- financiers : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constants

### Options retenues par la BMCI :

À la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des « unités de crédit projetées ».

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésors aux durées moyennes d'exigibilité des prestations. Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

En ce qui concerne la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), aucune provision n'a été constatée en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires pour l'évaluation et la comptabilisation de ce régime multi-employeur à prestations définies.

Quant aux avantages à court terme, La BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternités sur les douze mois après la clôture de l'année.



## 7- IMPÔT EXIGIBLE ET IMPÔT DIFFÉRÉ

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

## 8- DÉRIVÉS

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

## 9- DERIVES INCORPORÉS

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celles du contrat hôte.

Au 30 Juin 2019, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

## 10- DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE

Les dépôts de la clientèle sont comptabilisés au coût historique.

## 11- PROVISIONS DU PASSIF

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé, et s'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

## 12- PASSIFS ÉVENTUELS

Au 31 décembre 2019, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

## 13- UTILISATION DES ESTIMATIONS POUR LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des États financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux États financiers.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les États financiers. C'est le cas notamment :

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques»
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en « Instruments financiers en juste valeur par résultat » à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux États financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

## AUTRES INFORMATIONS

### INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore;
- Financements spécialisés : BMCI Leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion ; gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe. Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des Établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

### GESTION DU CAPITAL ET ADÉQUATION DES FONDS PROPRES

La nouvelle réglementation sur le calcul des fonds propres selon les normes Bâle III est entrée en vigueur. Ainsi une nouvelle hiérarchie des fonds propres a été instaurée :

- les fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 -CET1-);
- les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du CET1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1);
- les fonds propres de catégorie 2 (Tier 2)

Les fonds propres du Groupe BMCI sont calculés conformément à la circulaire de Banque Al-Maghrib n°14/G/2013

### Ratio de Solvabilité

Dans le cadre de la réglementation prudentielle, le ratio de solvabilité du Groupe BMCI est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marché et du risque opérationnel, et ce conformément à la circulaire de Banque Al-Maghrib n° 26/G/2006.

## Fonction et stratégie de gestion des risques

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank Al-Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et de maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamental de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en œuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.

Le dispositif de contrôle interne de la BMCI couvre les familles de risques suivantes :

- Le risque de taux et de liquidité ;
- Le risque de crédit et de contrepartie ;
- Les risques de marché ;
- Les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction « conformité » a été mise en œuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

## 1- LE RISQUE DE CRÉDIT OU DE CONTREPARTIE

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- **La Note de Contrepartie**, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BMCI qui bénéficie d'un crédit, quelque soit la nature de la contrepartie.
- **Le Taux de Récupération Global**, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie

Ces deux données, utilisées à la BMCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

### Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du « double regard ». Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc. Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

**Contrôles de 1<sup>er</sup> niveau** : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinie, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.

**Contrôles de 2<sup>ème</sup> niveau** : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2<sup>ème</sup> niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.

**Contrôles de 3<sup>ème</sup> niveau** : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi tous, les Groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

### Gestion du risque de concentration du crédit

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné.

La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition.

Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

## 2- RISQUES DE MARCHÉ

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres, autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt,
- Risque de change,
- Risque sur titre de propriété,
- Risque sur produit de base,
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes Bâloises.

### Principes fondamentaux :

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BMCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Bâloises et aux standards du groupe BNP Paribas. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions
- Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités
- Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques
- Adoption des standards du groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché





La gestion du risque de marché au niveau de la BMCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1<sup>er</sup> niveau assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.
- Un contrôle de 2<sup>ème</sup> niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marché qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et Pnl dégagés par l'activité du trading

En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM « Group Risk Management » du Groupe BNP Paribas

- Un suivi fonctionnel de 3<sup>ème</sup> niveau assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale
- Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :
- **Position de change** : Limite en VaR, en volume et par sens ;
  - **Position de taux** : Limite en position moyenne par bande d'échéance ;
  - **Position obligataire** : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance ;
  - **Position sur option** : Limite sur Grecs (Delta - Gamma - Véga)
- Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

#### La VaR (Value at Risk) GEAR :

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normaux des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée. Les principaux groupes de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites ;
- Taux d'intérêts, Titres / Swaps de taux ;
- Matières premières ;
- Cours de change et leurs volatilités implicites...

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que l'interdépendance entre les facteurs de marché.

#### Gestion du Risque de Change :

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BMCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : Une limite en GEAr « Gross Earning at Risk » (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta - Gamma - Véga) pour les options de change

#### Risque de Taux et Risque Obligataire :

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêts sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BMCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEAR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

#### Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise. Contrôlés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques. Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en terme de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

#### Stress Test :

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche «Mark To Market» qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille.
- Une approche "Funding" qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

### 3- RISQUE DE TAUX ET DE LIQUIDITÉ

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes, réserves Banque Centrale,
- Respecter les ratios de liquidité internes au groupe BNP Paribas (LCR, NSFR)
- Assurer la liquidité de la BMCI à court terme, et gérer le GAP de liquidité à long terme
- Eviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating,
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût ;
- Maîtriser les risques financiers,
- Atteindre la variabilité des résultats,
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination du Taux de Cession Interne adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupées dans les livres dénommés Book Commercial.
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés au Book Fonds Propres.
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.

L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BMCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une :

- corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...)
- incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...)
- existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés (remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...)

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance. Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont « écoulees » selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (produit net bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne. Un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité. Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (office des changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la Banque et de ses concurrents. Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- le niveau d'exposition du groupe en termes de risque de taux et de liquidité
- le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques
- la réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de risque ainsi que de l'évolution du marché.
- le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

### 4- RISQUES OPÉRATIONNELS

Bank Al-Maghrib définit le risque opérationnel comme étant « un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs ». Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation. Bénéficiant, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le « Groupe BNP Paribas », le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al-Maghrib en la matière.

### APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standards. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel.

Le régulateur a édicté les textes relatifs au Pilier II « Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes » ainsi que le Pilier III « Dispositif sur la discipline de marché ».

Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques

Courant l'année 2013, la BMCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée ; la particularité NEGCOR et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BMCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client.

La notation automatique est opérationnelle depuis le 08/10/2013

Organisation et Gestion des risques :

#### Risque de crédit :

La BMCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al-Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adapté à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- d'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée ;
- de maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance.
- d'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BMCI pourrait être exposée.

#### Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle II en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BMCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché. L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

#### Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BMCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle II. La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit).
- une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004, et rattachée à la Direction de la Conformité depuis avril 2008.
- une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour.
- un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel.

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- l'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI.
- un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et l'exhaustivité des données.
- l'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels. Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en terme de risques opérationnels.

Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opère notamment à travers :

- la maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant.
- des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. A ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs.
- un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en œuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées.
- un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles.
- des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.



BILAN ACTIF IFRS	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1 239 577	2 236 143
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	982 988	661 162
➤ Actifs financiers détenus à des fins de transactions	850 021	518 899
➤ Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	132 967	142 263
Instruments dérivés de couverture		
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 058 538	4 366 363
➤ Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	5 058 538	4 366 363
➤ Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		
Actifs financiers disponibles à la vente		
Titres au coût amorti	3 095 852	3 327 055
Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2 564 451	3 189 467
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	54 868 523	52 497 549
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		
Placements des activités d'assurance		
Actifs d'impôt exigible	3 871	13 046
Actifs d'impôt différé	112 875	88 847
Comptes de régularisation et autres actifs	1 095 217	914 476
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans des entreprises mises en équivalence	13 232	12 684
Immubles de placement	30 444	32 386
Immobilisations corporelles	1 638 581	1 561 222
Immobilisations incorporelles	411 213	325 599
Écarts d'acquisition	87 720	87 720
<b>TOTAL ACTIF IFRS</b>	<b>71 203 083</b>	<b>69 313 720</b>

COMPTE DE RÉSULTAT IFRS CONSOLIDÉ	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés	3 147 817	3 087 260
Intérêts et charges assimilés	841 900	758 575
<b>MARGE D'INTÉRÊT</b>	<b>2 305 917</b>	<b>2 328 684</b>
Commissions perçues	555 143	545 084
Commissions servies	62 028	71 066
<b>MARGE SUR COMMISSIONS</b>	<b>493 115</b>	<b>474 017</b>
Gains ou pertes nets résultant des couvertures de position nette		
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente		
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	306 382	283 987
➤ Gains ou pertes nets sur actifs/passifs de transaction	292 085	286 861
➤ Gains ou pertes nets sur autres actifs/passifs à la juste valeur par résultat	14 297	-2 874
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	20 757	13 064
➤ Gains ou pertes nets sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables	20 757	13 064
➤ Rémunération des instruments de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres non recyclables (dividendes)		
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers au coût amorti en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Gains ou pertes nets résultant du reclassement d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres en actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Produits nets des activités d'assurance		
Produits des autres activités	44 020	48 198
Charges des autres activités	110 953	120 481
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>3 059 238</b>	<b>3 027 470</b>
Charges générales d'exploitation	1 431 559	1 436 335
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	214 636	176 575
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 413 042</b>	<b>1 414 560</b>
Coût du risque	440 213	478 871
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>972 829</b>	<b>935 688</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	3 081	2 610
Gains ou pertes nets sur autres actifs	15 576	-30 651
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>991 486</b>	<b>907 647</b>
Impôts sur les bénéfices	391 499	345 949
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>599 987</b>	<b>561 698</b>
Résultat hors groupe	-5 027	3 309
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>605 014</b>	<b>558 389</b>
Résultat par action (en dirham)	46	42
Résultat dilué par action (en dirham)		

RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>599 987</b>	<b>561 698</b>
Éléments recyclables en résultat net :		
Écarts de conversion		
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	41 587	-5 783
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence		
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres et recyclables		
Impôts liés	-15 387	2 140
Éléments non recyclables en résultat net :		
Réévaluation des immobilisations		
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	-957	-2 980
Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat		
Réévaluation des instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres		
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence non recyclables		
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres non recyclables		
Impôts liés	355	1 110
<b>TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>25 598</b>	<b>-5 512</b>
<b>RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES</b>	<b>625 585</b>	<b>556 186</b>
Dont part du Groupe (ou des propriétaires de la société mère)	630 612	552 876
Dont part des intérêts minoritaires (ou participations ne donnant pas le contrôle)	-5 027	3 309

# ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS IAS/IFRS

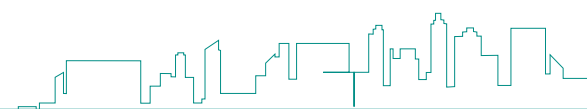
au 31 décembre 2019

BILAN PASSIF IFRS	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	1	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	55 389	44 972
➤ Passifs financiers détenus à des fins de transaction	55 389	44 972
➤ Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
Instruments dérivés de couverture		
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	5 874 619	4 997 073
Dettes envers la clientèle	45 035 833	46 075 094
Titres de créance émis	6 665 188	5 714 816
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt courant	58 708	60 345
Passifs d'impôt différé	213 767	134 465
Comptes de régularisation et autres passifs	3 112 278	2 827 138
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions pour risques et charges	425 073	433 466
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	2 264 492	1 762 811
Capital et réserves liées	6 541 881	6 541 881
Réserves consolidées	306 514	136 205
➤ Part du groupe	260 468	112 049
➤ Part des minoritaires	46 046	24 157
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	49 352	23 754
Résultat net de l'exercice	599 987	561 698
➤ Part du groupe	605 014	558 389
➤ Part des minoritaires	-5 027	3 309
<b>TOTAL PASSIF IFRS</b>	<b>71 203 083</b>	<b>69 313 720</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>7 497 734</b>	<b>7 263 539</b>
➤ Part du groupe	7 456 715	7 236 073
➤ Part des intérêts minoritaires	41 019	27 466

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>991 486</b>	<b>907 647</b>
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	214 636	176 575
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	440 213	478 871
+/- Dotations nettes aux provisions	-8 393	-4 463
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	3 081	2 610
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement		
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement		
+/- Autres mouvements	42 637	-39 357
<b>TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS</b>	<b>692 174</b>	<b>614 236</b>
<b>DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS</b>	<b>692 174</b>	<b>614 236</b>
+/- Flux liés aux opérations avec les Établissements de crédit et assimilés	981 279	858 313
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-3 869 686	-1 561 009
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	209 873	9 768
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	104 399	677 546
- Impôts versés	-340 482	-288 479
<b>DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>-2 914 618</b>	<b>-303 861</b>
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE</b>	<b>-1 230 958</b>	<b>1 218 023</b>
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	8 240	5 423
+/- Flux liés aux immeubles de placement	1 942	-7 412
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-377 609	-63 083
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-367 427</b>	<b>-65 072</b>
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-398 378	-1 288 091
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	501 681	1 008 126
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>103 303</b>	<b>-279 965</b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE</b>	<b>103 303</b>	<b>-279 965</b>
<b>AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE</b>	<b>-1 495 082</b>	<b>872 986</b>
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE</b>	<b>1 805 110</b>	<b>932 123</b>
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 236 143	1 955 602
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Établissements de crédit	-431 033	-1 023 479
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	<b>310 028</b>	<b>1 805 110</b>
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	1 239 577	2 236 143
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des Établissements de crédit	-929 549	-431 033
<b>VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE</b>	<b>-1 495 082</b>	<b>872 987</b>

IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
Impôts courants	3 871	13 046
Impôts différés	112 875	88 847
<b>ACTIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS</b>	<b>116 746</b>	<b>101 893</b>
Impôts courants	58 708	60 345
Impôts différés	213 767	134 465
<b>PASSIFS D'IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS</b>	<b>272 476</b>	<b>194 810</b>
Charge d'impôts courants	352 244	304 320
Charge nette d'impôts différés de l'exercice	39 255	41 629
<b>CHARGES NETTE DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES</b>	<b>391 499</b>	<b>345 949</b>
<b>LE TAUX EFFECTIF D'IMPÔT</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
Résultat net	599 987	561 698
Charges d'impôt sur les bénéfices	391 499	345 949
Taux d'impôt effectif moyen	39,5%	38,1%
<b>ANALYSE DU TAUX EFFECTIF D'IMPÔT</b>	<b>31/12/2019</b>	<b>31/12/2018</b>
Taux d'impôt en vigueur	37,0%	37,0%
Différentiel de taux d'imposition des entités étrangères		
Imposition forfaitaire		
Différences permanentes		
Changement de taux	0,0%	0,0%
Déficit reportable		
Autres éléments	2,5%	1,1%
<b>TAUX D'IMPÔT EFFECTIF MOYEN</b>	<b>39,5%</b>	<b>38,1%</b>





## TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
<b>CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	1 327 928	3 313 953	-	3 867 892	44 992	8 554 765	30 342	8 585 107
COMPTABILISATION DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES (sur actifs financiers et engagements hors Bilan)				-591 669		-591 669	-6 185	-597 854
ÉLIMINATION DES RÉÉVALUATIONS SUR TITRES AFS RECLASSÉS EN TITRES AU COÛT AMORTI					8 417	8 417		8 417
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat				24 142	-24 142			
<b>CAPITAUX PROPRES D'OUVERTURE AU 01 JANVIER 2018</b>	1 327 928	3 313 953	-	3 300 366	29 267	7 971 514	24 157	7 995 670
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-1 288 091		-1 288 091		-1 288 091
Autres		1 900 000		-1 901 388		-1 388		-1 388
<b>RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>				558 389		558 389	3 309	561 698
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)					-5 513	-5 513		-5 513
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)				1 163		1 163		1 163
<b>GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS (D)+(E)+(F)</b>				1 163	-5 513	-4 350		-4 350
Variations de périmètre								
<b>CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>	1 327 928	5 213 953	-	670 438	23 754	7 236 073	27 466	7 263 539
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat								
Élimination des Réévaluations sur titres AFS reclassés en Titres au coût amorti								
Reclassement depuis Actifs disponibles à la vente vers Juste valeur par résultat								
<b>CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2018 CORRIGÉS</b>	1 327 928	5 213 953	-	670 438	23 754	7 236 073	27 466	7 263 539
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-398 379		-398 379	-3 980	-402 359
Autres				-11 737		-11 737	22 560	10 823
<b>RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2019</b>				605 014		605 014	-5 027	599 987
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (D)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (E)					25 598	25 598		25 598
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)				146		146		146
<b>GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS (D)+(E)+(F)</b>				146	25 598	25 744		25 744
Variations de périmètre								
<b>CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2019</b>	1 327 928	5 213 953	-	865 481	49 352	7 456 715	41 019	7 497 734

## INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
<b>TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR</b>	5 058 538	4 366 363
Effets publics et valeurs assimilés	4 595 594	4 263 146
Obligations et autres titres à revenu fixe	462 944	103 217
Titres cotés		
Titres non cotés	462 944	103 217
Actions et autres titres à revenu variable		
Titres cotés		
Titres non cotés		
Titres de participations non consolidés		
<b>TOTAL DES INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES</b>	5 058 538	4 366 363

## RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODÈLE UTILISÉ POUR LA VALORISATION

En milliers de DH

	31/12/2019			31/12/2018			Total
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	
<b>ACTIF FINANCIERS</b>							
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	982 988			982 988			661 162
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option							661 162
<b>PASSIF FINANCIERS</b>							
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	55 389			55 389			44 972
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option							44 972

## INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES

En milliers de DH

	31/12/2019			31/12/2018		
	Valeur au Bilan	Gains latents	Pertes latentes	Valeur au Bilan	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilés	4 519 796	83 874	-	4 189 280	41 173	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	460 503	4	2 290	102 069	1 110	2 286
Actions et autres titres à revenu variable						
Titres de participation non consolidés						
Créances disponibles à la vente						
Créances rattachées	78 239			75 014		
<b>VALEUR AU BILAN DES INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES</b>	5 058 538	83 878	2 290	4 366 363	42 283	2 286
Total gains et pertes latents		83 874	2 290		42 283	2 286
Impôts différés		31 034	687		15 645	686
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		52 841	1 603		26 638	1 600
<b>GAINS ET PERTES LATENTS INSTRUMENTS DE DETTES COMPTABILISÉS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES RECYCLABLES</b>		52 841	1 603		26 638	1 600

## IMMEUBLES DE PLACEMENT

En milliers de DH

	31/12/2018	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
Valeur brute	45 848			361			45 487
Amortissements et provisions	13 462					1 581	15 043
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	32 386			361		-1 581	30 444

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

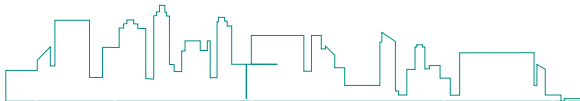
En milliers de DH

	31/12/2018			31/12/2019		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Terrains et constructions	1 774 562	541 420	1 233 142	1 774 646	479 552	1 295 094
Equip. Mobilier, installation	546 104	434 444	111 660	602 394	465 954	136 440
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	773 072	556 652	216 420	795 189	588 142	207 047
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	3 093 738	1 532 516	1 561 222	3 172 229	1 533 648	1 638 581
Logiciels informatiques acquis	649 337	448 416	200 921	791 357	504 823	286 534
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	127 347	2 669	124 678	127 347	2 668	124 679
<b>TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	776 684	451 085	325 599	918 704	507 491	411 213

## ÉCARTS D'ACQUISITIONS

En milliers de DH

	31/12/2018	Variation périmètre	Écart de conversion	Autres mouvements	31/12/2019
Valeur brute	87 720				87 720
Cumul des pertes de valeurs					
<b>VALEUR NETTE AU BILAN</b>	87 720				87 720



## PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ASSIMILÉS AU COÛT AMORTI

	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
<b>ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS</b>	<b>2 564 451</b>	<b>3 189 467</b>
Comptes et prêts	1 518 449	2 088 674
Valeurs reçues en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	1 016 473	1 066 035
<b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>	<b>2 534 922</b>	<b>3 154 709</b>
Créances rattachées	32 543	40 477
Provisions	3 014	5 718
<b>VALEUR NETTE</b>	<b>2 564 451</b>	<b>3 189 467</b>
<b>OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE</b>	<b>4 640 444</b>	<b>4 877 682</b>
Comptes à vue	954 774	1 373 181
Comptes et avances à terme	3 670 224	3 485 788
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	15 446	18 713

## DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
<b>ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS</b>	<b>5 874 619</b>	<b>4 997 073</b>
Comptes et emprunts	5 655 302	4 750 275
Valeurs données en pension	169 990	178 081
<b>TOTAL EN PRINCIPAL</b>	<b>5 825 292</b>	<b>4 928 356</b>
Dettes rattachées	49 326	68 717
<b>VALEUR AU BILAN</b>	<b>5 874 619</b>	<b>4 997 073</b>
<b>OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE</b>	<b>4 663 150</b>	<b>4 919 252</b>
Comptes ordinaires créditeurs	902 697	1 332 710
Comptes et avances à terme	3 745 836	3 567 914
Dettes rattachées	14 617	18 628

## PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

	En milliers de DH						
	Solde au 31/12/2018	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Variations	Solde au 31/12/2019
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	146 435				16 686		129 749
Provision pour engagements sociaux	102 677		15 265	8 255		957	110 644
Provision pour litige et garanties de passif	45 687						45 687
Provision pour risques fiscaux							
Provision pour impôts							
Autres provisions pour risques et charges	138 667		35 673	35 024		-323	138 993
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>433 466</b>		<b>50 938</b>	<b>43 279</b>	<b>16 686</b>	<b>634</b>	<b>425 073</b>

## MARGE D'INTÉRÊT

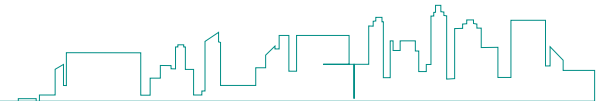
	31/12/2019			31/12/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE</b>	<b>2 830 983</b>	<b>482 662</b>	<b>2 348 320</b>	<b>2 767 717</b>	<b>450 112</b>	<b>2 317 604</b>
Comptes et prêts / emprunts	2 486 347	358 028	2 128 319	2 427 740	316 267	2 111 473
Opérations de pensions	8 629	7 440	1 189	2 266	5 862	-3 596
Opérations de location-financement	336 007	117 194	218 812	337 711	127 984	209 727
<b>OPÉRATIONS INTERBANCAIRES</b>	<b>76 330</b>	<b>96 805</b>	<b>-20 475</b>	<b>75 721</b>	<b>101 368</b>	<b>-25 647</b>
Comptes et prêts / emprunts	75 455	85 684	-10 229	75 694	79 144	-3 450
Opérations de pensions	875	11 121	-10 246	27	22 224	-22 197
<b>EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE</b>		<b>262 432</b>	<b>-262 432</b>			<b>-207 095</b>
<b>TITRES DE DETTES</b>	<b>240 504</b>		<b>240 504</b>	<b>243 822</b>		<b>243 822</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS</b>	<b>3 147 817</b>	<b>841 900</b>	<b>2 305 917</b>	<b>3 087 260</b>	<b>758 575</b>	<b>2 328 684</b>

## COMMISSIONS NETTES

	31/12/2019			31/12/2018		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<b>COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS</b>	<b>133 772</b>	<b>53 025</b>	<b>80 747</b>	<b>122 602</b>	<b>60 757</b>	<b>61 844</b>
▣ Avec les Établissements de crédit	-	1	-1	-	202	-202
▣ Avec la clientèle	104 359	41 167	63 192	92 089	41 195	50 893
▣ Sur titres	20 179	361	19 819	22 592	262	22 330
▣ De change	9 234	11 497	-2 262	7 921	19 098	-11 177
Sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	-	-	-	-	-	-
<b>PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS</b>	<b>421 371</b>	<b>9 003</b>	<b>412 368</b>	<b>422 482</b>	<b>10 309</b>	<b>412 173</b>
Produits nets de gestion d'OPCVM	33 657	73	33 584	40 694	2 256	38 438
Produits nets sur moyen de paiement	131 800	-	131 800	138 675	9	138 666
Assurance	83 744	-	83 744	75 806	-	75 806
Autres	172 169	8 930	163 239	167 307	8 044	159 263
<b>PRODUITS NETS DE COMMISSIONS</b>	<b>555 143</b>	<b>62 028</b>	<b>493 115</b>	<b>545 084</b>	<b>71 066</b>	<b>474 017</b>

## INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 31/12/2019

	En milliers de DH					
	Banque de détail	Sociétés de financement spécialisées	Banque offshore	Société de gestion d'actifs	Autres	Total
<b>TOTAL BILAN</b>	<b>60 292 035</b>	<b>4 487 572</b>	<b>6 046 505</b>	<b>97 546</b>	<b>279 426</b>	<b>71 203 083</b>
dont						
<b>ÉLÉMENTS D'ACTIF</b>						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	944 964			30 025	8 000	982 989
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5 019 266			8 431	30 841	5 058 538
Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	2 414 122	28 114	34 888	51 341	35 986	2 564 451
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	44 539 087	4 318 846	5 993 198	4 720	12 672	54 868 523
Immobilisations corporelles	1 546 057	142	6 150	358	85 874	1 638 581
<b>ÉLÉMENTS DU PASSIF</b>						
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	1 566 531	-2 960	4 259 706	51 342		5 874 619
Dettes envers la clientèle	44 214 173	24 637	797 023			45 035 833
Provisions techniques des contrats d'assurance						
Dettes subordonnées	2 264 492					2 264 492
Capitaux propres	7 225 564	190 767	38 671	14 671	28 061	7 497 734



## RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9

En milliers de DH

	CRÉANCES ET ENGAGEMENTS			DÉPRÉCIATIONS		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
<b>RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 31/12/2019</b>						
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	4 655 774	403 044		227	53	
Prêts et créances sur les Établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Titres de dettes	4 655 774	403 044		227	53	
ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI	53 158 658	6 005 841	8 077 233	380 255	778 356	5 554 294
Prêts et créances sur les Établissements de crédit	2 567 465			3 014		
Prêts et créances sur la clientèle	47 493 972	6 005 841	8 077 233	375 873	778 356	5 554 294
Titres de dettes	3 097 221			1 369		
TOTAL ACTIF	57 814 431	6 408 886	8 077 233	380 483	778 409	5 554 294
Engagements hors bilan : Répartition par buckets sous IFRS 9	16 057 790	1 252 804	529 455	68 665	38 022	23 062
TOTAL	73 872 221	7 661 690	8 606 687	449 148	816 430	5 577 356
<b>RÉPARTITION DES CRÉANCES, ENGAGEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET SOUS IFRS 9 AU 31/12/2018</b>						
ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	4 366 363					
Prêts et créances sur les Établissements de crédit						
Prêts et créances sur la clientèle						
Titres de dettes	4 366 363					
ACTIFS FINANCIERS AU COÛT AMORTI	50 034 107	7 667 751	7 681 828	369 528	936 716	5 063 370
Prêts et créances sur les Établissements de crédit	3 195 185			5 718		
Prêts et créances sur la clientèle	43 508 871	7 667 751	7 681 828	360 815	936 716	5 063 370
Titres de dettes	3 330 050			2 995		
TOTAL ACTIF	54 400 470	7 667 751	7 681 828	369 528	936 716	5 063 370
Engagements hors bilan : Répartition par buckets sous IFRS 9	20 701 898	1 437 533	611 505	70 138	53 235	23 062
TOTAL	75 102 369	9 105 283	8 293 333	439 666	989 951	5 086 432

## COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ

En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
DÉPRÉCIATIONS SUR ACTIFS SAINS (BUCKET 1 ET BUCKET 2)	164 039	8 756
BUCKET 1 : PERTES ÉVALUÉES AU MONTANT DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES POUR LES 12 MOIS À VENIR	-9 482	116 439
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-227	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-10 727	99 805
Engagements par signature	1 473	16 634
BUCKET 2 : PERTES ÉVALUÉES AU MONTANT DES PERTES DE CRÉDIT ATTENDUES POUR LA DURÉE DE VIE	173 521	-107 683
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-53	
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	158 360	-105 766
Engagements par signature	15 213	-1 917
DÉPRÉCIATIONS SUR ACTIFS DÉPRÉCIÉS (BUCKET 3)		
BUCKET 3 : ACTIFS DÉPRÉCIÉS	-490 924	-154 355
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		
Instruments de dettes comptabilisés au coût amorti	-490 924	-154 355
Engagements par signature		
Autres actifs	-	-2 506
Risques et charges	-37 576	-46 500
DOTATIONS NETTES DE REPRISES DES DÉPRÉCIATIONS ET PROVISIONS	-364 461	-194 605
Plus ou moins-values de cessions réalisées sur instruments de dettes comptabilisés en capitaux propres recyclables dépréciés		
Gains ou pertes réalisés sur instruments de dettes comptabilisés au coût amorti dépréciés		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	-94 277	-299 800
Récupérations sur prêts et créances	18 525	15 534
➤ comptabilisés au coût amorti	18 525	15 534
➤ comptabilisés en capitaux propres recyclables		
Décotes sur crédits restructurés		
Pertes sur engagements par signature		
Autres pertes		
Autres produits		
COÛT DU RISQUE DE CRÉDIT	-440 213	-478 871

## RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

### COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES AU 31/12/2019

En milliers de DH

	Banque de détail	Sociétés de financement spécialisées	Banque Offshore	Société de gestion d'actifs	Autres	Éliminations	Total
MARGE D'INTÉRÊT	2 038 344	114 561	75 316		-3 804	81 500	2 305 917
MARGE SUR COMMISSIONS	421 789	-28	9 627	22 084	62 561	-22 918	493 115
PRODUIT NET BANCAIRE	2 806 415	120 917	92 006	24 424	83 520	-68 045	3 059 238
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	1 362 448	44 611	7 590	15 391	18 999	-17 479	1 431 559
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	817 970	43 674	83 330	7 681	61 303	-41 129	972 829
RÉSULTAT NET	541 054	25 807	49 330	5 263	45 979	-67 446	599 987
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	540 973	24 983	49 330	5 263	51 911	-67 446	605 014

## ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

En milliers de DH

	31/12/2019		31/12/2018	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat
Créances sur les Établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeur reçus en pension				
Effets publics et valeurs assimilées				
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	796 447		477 209	
➤ Titres cotés				
➤ Titres non cotés	796 447		477 209	
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE		132 967		142 263
➤ Titres cotés				
➤ Titres non cotés		132 967		142 263
INSTRUMENTS DÉRIVÉS	53 574		41 690	
CRÉANCES RATTACHÉES				
JUSTE VALEUR AU BILAN	850 021	132 967	518 899	142 263

## RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 31/12/2019

En milliers de DH

Entreprises consolidées par :	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
<b>ACTIF</b>			
PRÊTS, AVANCES ET TITRES		42 380	4 716 047
Comptes ordinaires		42 380	56 337
Prêts			4 659 710
Titres			
Opération de location financement			
ACTIF DIVERS			36 660
TOTAL		42 380	4 752 707
<b>PASSIF</b>			
DÉPÔTS		822 000	56 337
Comptes ordinaires			56 337
Autres emprunts		822 000	
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE			
PASSIF DIVERS		2 106	4 696 370
TOTAL		824 106	4 752 707
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE</b>			
Engagements donnés			5 722 778
Engagements reçus			5 722 778

## ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 31/12/2019

En milliers de DH

Entreprises consolidées par :	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			182 105
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		29 118	182 105
COMMISSIONS (PRODUITS)			34 406
COMMISSIONS (CHARGES)			11 487
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES			
PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES		1 717	30 456
LOYERS REÇUS		2 114	7 427

## DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

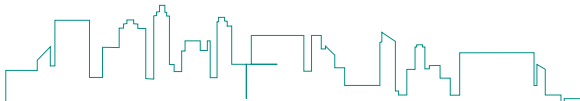
En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
<b>AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE</b>		
Titres de créances négociables	6 665 188	5 714 816
Emprunts obligataires	6 665 188	5 714 816
DETTES SUBORDONNÉES	2 264 492	1 762 811
Emprunt subordonné		
➤ À durée déterminée	2 264 492	1 762 811
➤ À durée indéterminée		
TITRES SUBORDONNÉS		
➤ À durée déterminée		
➤ À durée indéterminée		
TOTAL	8 929 680	7 477 627

## TITRES AU COÛT AMORTI AU 31/12/2019

En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
Effets publics et valeurs assimilées	3 087 516	3 310 640
Obligations et autres titres à revenu fixe	9 704	19 410
TOTAL	3 097 221	3 330 050
Dépréciations	1 369	2 995
VALEUR AU BILAN	3 095 852	3 327 055



VARIATION IFRS 16 SUR L'ACTIF	En milliers de DH			
	01/01/2019	Acquisitions / Cessions	Autres	31/12/2019
<b>IMMOBILIER</b>				
Valeur bute (bail commercial)	239 135	-15 891		223 244
Amortissements et dépréciations	126 882	9 753		136 635
Total Immobilier	112 253	-25 644		86 609
<b>MOBILIER</b>				
Valeur bute (Matériels informatiques)	26 228			26 228
Valeur bute (Automobiles LLD)	10 327	-2 321		8 006
Amortissements et dépréciations (Matériels informatiques)	728	8 735		9 463
Amortissements et dépréciations (Automobiles LLD)	6 111	-259		5 852
Total mobilier	29 716	-10 796		18 920
<b>TOTAL DROITS D'UTILISATION</b>	<b>141 969</b>	<b>-36 441</b>		<b>105 528</b>
Impôt différés actif (IDA)	52 610		-12 566	40 044
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>194 579</b>	<b>-36 441</b>	<b>-12 566</b>	<b>145 572</b>

### ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	31/12/2019	31/12/2018
Capital en (DH)	1 327 928 600	1 327 928 600
Nombre d'actions	13 279 286	13 279 286
Résultat Part Groupe (KDH)	605 014	558 389
<b>RÉSULTAT PAR ACTION (DH)</b>	<b>46</b>	<b>42</b>

### TRANSFERT DES DÉPRÉCIATIONS PAR BUCKET DES PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

	Actifs Soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) Correction de Valeur pour pertes	Actifs Soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) Correction de Valeur pour pertes	Actifs dépréciés (Bucket 3) Correction de Valeur pour pertes
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>			
<b>DOTATIONS NETTES AUX DÉPRÉCIATIONS</b>			
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	-360 815	-936 716	-5 063 370
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période	-15 058	158 360	-490 924
Transfert d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-102 396	-119 903	-12 119
Transfert de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	69 906	210 107	216
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	17 433	68 156	-479 021
Transfert vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	25 682	-244 324	-
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	-18 619	273 974	-
Autres dotations/reprises sans changement de strate	7 646	132 106	-413 444
<b>UTILISATIONS DE DÉPRÉCIATIONS</b>			
Autres dotations/reprises sans changement de strate	-35	-2 092	11 783
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>-375 873</b>	<b>-778 356</b>	<b>-5 554 294</b>

### DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

Par type de risque 31/12/2019	Valeur comptable		Montant notionnel
	Actifs	Passifs	
Capitaux propres			
Change	48 882	47 459	
Crédit			
Matières premières			
<b>TOTAL</b>	<b>48 882</b>	<b>47 459</b>	

### PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	31/12/2019	31/12/2018
Valeurs données en pension		
Instruments dérivés	55 389	44 972
<b>JUSTE VALEUR AU BILAN</b>	<b>55 389</b>	<b>44 972</b>

### ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	31/12/2019	31/12/2018
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS</b>	<b>10 505 638</b>	<b>10 493 475</b>
➤ D'ordre des Établissements de crédit	4 116 450	4 195 289
➤ D'ordre de la clientèle	6 389 188	6 298 186
➤ Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS</b>	<b>4 627 731</b>	<b>6 749 917</b>
➤ Des Établissements de crédit	4 567 079	6 666 889
➤ De l'État et d'autres organismes de garantie		
➤ D'autres organismes de garantie	60 652	83 028

### ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS

	31/12/2019	31/12/2018
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS</b>	<b>6 804 956</b>	<b>11 645 956</b>
➤ Aux Établissements de crédit		20 470
➤ À la clientèle	6 744 313	11 244 725
➤ Autre engagements en faveur de la clientèle	60 643	380 761
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS</b>		
➤ Des Établissements de crédit		
➤ De la clientèle		



### PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Revenu (CA)	Quote-part de résultat dans les sociétés MEE
Sociétés financières					
Sociétés non financières	Arval Maroc	6 692	1 071 075	389 449	3 081
<b>VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE</b>		<b>6 692</b>	<b>1 071 075</b>	<b>389 449</b>	<b>3 081</b>

### VARIATION IFRS 16 SUR LE PASSIF

PASSIF DE LOCATION	En milliers de DH				
	01/01/2019	Intérêts courus	Paiements	Autres	31/12/2019
<b>PASSIF DE LOCATION</b>					
Dettes de location - (Bail Commercial)	118 515	3 473	-29 076		92 912
Dettes de location - (Matériel Informatique)	19 414	593	-6 865		13 142
Dettes de location - (Automobiles LLD)	4 260	98	-2 186		2 172
<b>TOTAL DETTES DE LOCATION</b>	<b>142 189</b>	<b>4 164</b>	<b>-31 262</b>		<b>108 226</b>
Impôt différés Passif (IDP)	52 529			-13 483	39 045
Capitaux propres	-139				-139
Résultat				-1 561	-1 561
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>194 579</b>	<b>4 164</b>	<b>-31 262</b>	<b>-15 044</b>	<b>145 572</b>
	<b>31/12/2019</b>	<b>01/01/2019</b>	<b>31/12/2018</b>		
<b>ACTIF AU TITRE DE DROITS D'UTILISATION</b>					
Immobilisation Corporelles	1 638 581	1 703 191	1 561 222		
Dont : Droit d'utilisation des contrats de locations	105 528	141 969			
<b>PASSIF AU TITRE DE LA DETTE DE LOCATION</b>					
Comptes de régularisation et autres passifs	3 112 278	2 969 326	2 827 138		
Dont : Dettes de location	108 226	142 189			
<b>IMPACT D'OUVERTURE SUR CAPITAUX PROPRES</b>					
Réserves consolidées	306 514	136 066	136 205		
Dont : Impact IFRS 16	-139	-139			
	<b>31/12/2019</b>				
<b>DÉTAIL DES CHARGES DE CONTRATS DE LOCATION</b>					
Intérêts et charges assimilées	841 900				
Dont : charges d'intérêts sur dettes locatives	4 164				
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	214 636				
Dont : Dotations aux amortissements sur droit d'utilisation	36 441				

	Actifs Soumis à une ECL 12 mois (Bucket 1) Correction de Valeur pour pertes	Actifs Soumis à une ECL à maturité (Bucket 2) Correction de Valeur pour pertes	Actifs dépréciés (Bucket 3) Correction de Valeur pour pertes
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2018</b>			
<b>DOTATIONS NETTES AUX DÉPRÉCIATIONS</b>			
Actifs financiers acquis ou émis pendant la période	-360 815	-936 716	-5 063 370
Actifs financiers décomptabilisés pendant la période	-15 058	158 360	-490 924
Transfert d'actifs en cours de vie d'un bucket à l'autre	-102 396	-119 903	-12 119
Transfert de ECL 12 mois (Bucket 1) vers ECL Maturité (Bucket 2)	69 906	210 107	216
Retour de ECL Maturité (Bucket 2) vers ECL 12 mois (Bucket 1)	17 433	68 156	-479 021
Transfert vers ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3)	25 682	-244 324	-
Retour de ECL Maturité Dépréciés (Bucket 3) vers ECL Maturité (Bucket 2) / ECL 12 mois (Bucket 1)	-18 619	273 974	-
Autres dotations/reprises sans changement de strate	7 646	132 106	-413 444
<b>UTILISATIONS DE DÉPRÉCIATIONS</b>			
Autres dotations/reprises sans changement de strate	-35	-2 092	11 783
<b>AU 31 DÉCEMBRE 2019</b>	<b>-375 873</b>	<b>-778 356</b>	<b>-5 554 294</b>

Aux actionnaires de la  
**BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE**

**RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE DU 1<sup>er</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés, ci-joints, de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI) et ses filiales (Groupe BMCI), comprenant le bilan au 31 décembre 2019, ainsi que le compte de résultat, l'état du résultat global, l'état de variations des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de **7.497.734 KMAD**, dont un bénéfice net consolidé de **599.987 KMAD**.

**Responsabilité de la Direction**

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états financiers ne comportant pas d'anomalie significative, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

**Responsabilité des Auditeurs**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relative à l'établissement et la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.


Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Opinion sur les états financiers**


À notre avis, les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation au 31 décembre 2019, ainsi que de la performance financière et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Casablanca, le 27 février 2020

**Les Commissaires aux Comptes**



**Deloitte Audit**  
Sakina Bensouda-Korachi  
Associée



**PwC Maroc**  
Mohamed Rqibate  
Associé



# COMMUNICATION FINANCIÈRE

Comptes sociaux





## 1.1. PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les États de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

## 1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les États de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux Établissements de crédit.

La présentation des États de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

## 1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

### Présentation générale des créances

- Les créances sur les Établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours : Créances à vue et à terme, pour les Établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les créances en souffrance, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Établissements de crédit, clientèle).
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

### Créances en souffrance sur la clientèle

- Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur. Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :
  - Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
  - Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
    - 20% pour les créances pré-douteuses,
    - 50 % pour les créances douteuses,
    - 100 % pour les créances compromises.
- Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.
- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et imputabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

## 1.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les Établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les États de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les Établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

## 1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

### 1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

### 1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats

### 1.5.3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition. Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

Comme autorisé par le PCEC en cas de changement d'intention de gestion, un portefeuille d'instrument de dettes a été reclassé de la catégorie « Titres de placement » vers la catégorie « Titres d'investissement ».

### 1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition. A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés.

### 1.5.5 Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque.

A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation

### 1.5.6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

## 1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat. Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

## 1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

## 1.8. LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées. Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	non amortissable
Logiciels informatiques	7 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrains d'exploitation	non amortissables
Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans
Matériel informatique :	
- Grosse informatique	10 ans
- Micro informatique	7 ans

## 1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

## 1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficiaire d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

## 1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

### Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés.

Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire...). Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat.

Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

### Commissions

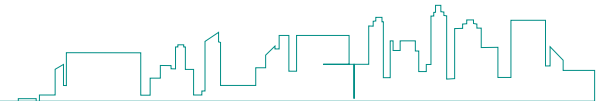
Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

## 1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

## 1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.



## BILAN ACTIF En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
<b>VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX</b>	<b>1 239 572</b>	<b>2 236 124</b>
Créances sur les Établissements de crédit et assimilés	6 907 674	7 842 149
À vue	1 837 899	2 906 022
À terme	5 069 775	4 936 127
<b>CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b>	<b>40 170 997</b>	<b>38 440 857</b>
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	12 442 881	12 160 089
Crédits et financements participatifs à l'équipement	9 344 705	9 323 207
Crédits et financements participatifs immobiliers	15 668 354	14 951 749
Autres crédits et financements participatifs	2 715 057	2 005 813
<b>CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE</b>	<b>3 557 748</b>	<b>3 323 520</b>
<b>TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT</b>	<b>6 076 024</b>	<b>4 875 836</b>
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 039 481	4 643 890
Autres titres de créance	953 571	129 902
Certificats de Sukuks	81 497	100 568
Titres de propriété	1 475	1 475
<b>AUTRES ACTIFS</b>	<b>914 644</b>	<b>797 944</b>
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>3 771 384</b>	<b>4 145 073</b>
Bons du Trésor et valeurs assimilées	3 068 556	2 772 863
Autres titres de créance	702 828	1 372 210
Certificats de Sukuks		
<b>TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS</b>	<b>318 640</b>	<b>288 097</b>
Participation dans les entreprises liées	255 377	224 676
Autres titres de participation et emplois assimilés	63 262	63 421
Titres de Moudaraba et Moucharaka		
<b>CRÉANCES SUBORDONNÉES</b>		
<b>DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT PLACÉS</b>		
<b>IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION</b>	<b>932 703</b>	<b>1 119 792</b>
<b>IMMOBILISATIONS DONNÉES EN IJARA</b>		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>531 645</b>	<b>497 182</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>1 229 333</b>	<b>1 273 023</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>65 650 364</b>	<b>64 839 597</b>

## HORS BILAN En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
<b>ENGAGEMENTS DONNES</b>	<b>22 454 549</b>	<b>26 629 681</b>
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 308 783	10 599 949
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	9 802 199	9 365 067
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 282 923	6 283 903
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	60 643	380 761
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>	<b>4 416 691</b>	<b>6 587 283</b>
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	4 356 039	6 504 255
Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers		
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	60 652	83 028
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir		

## COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2019 AU 31/12/2019 En milliers de DH

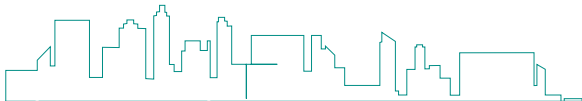
	31/12/2019	31/12/2018
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>4 074 635</b>	<b>3 913 697</b>
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les Établissements de crédit	243 412	220 195
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 248 484	2 200 345
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	240 504	243 822
Produits sur titres de propriété (1) et certificats de Sukuks	121 219	86 949
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	0	0
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	374 122	322 879
Produits sur immobilisations données en Ijara	0	0
Commissions sur prestations de service	476 345	492 833
Autres produits bancaires	370 549	346 675
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	0	0
<b>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	<b>-1 362 439</b>	<b>-1 190 100</b>
Intérêts et charges sur opérations avec les Établissements de crédit et assimilés	-52 762	-55 315
Intérêts et charges sur opérations avec la clientèle	-373 200	-317 377
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	-269 124	-211 609
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	0	0
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-473 259	-409 558
Charges sur immobilisations données en Ijara	0	0
Autres charges bancaires	-194 093	-196 241
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	0	0
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>2 712 197</b>	<b>2 723 597</b>
Produits d'exploitation non bancaire	16 549	14 898
Charges d'exploitation non bancaire	-5 208	-66 080
<b>CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	<b>-1 593 986</b>	<b>-1 561 072</b>
Charges de personnel	-865 198	-854 801
Impôts et taxes	-20 961	-28 131
Charges externes	-501 987	-476 409
Autres charges générales d'exploitation	0	0
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-205 840	-201 730
<b>DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES</b>	<b>-811 631</b>	<b>-1 006 844</b>
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-586 070	-596 830
Pertes sur créances irrécouvrables	-153 241	-267 249
Autres dotations aux provisions	-72 320	-142 766
<b>REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES</b>	<b>524 343</b>	<b>636 811</b>
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	421 727	515 905
Récupérations sur créances amorties	18 525	15 553
Autres reprises de provisions	84 091	105 353
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>842 263</b>	<b>741 310</b>
Produits non courants	392	599
Charges non courantes	-67 430	-58 572
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	<b>775 226</b>	<b>683 337</b>
Impôts sur les résultats	-254 821	-219 746
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>520 405</b>	<b>463 592</b>
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>4 615 919</b>	<b>4 566 006</b>
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>-4 095 514</b>	<b>-4 102 414</b>
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>520 405</b>	<b>463 592</b>

## BILAN PASSIF En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
<b>BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS</b>	<b>1 584 127</b>	<b>1 408 876</b>
À vue	495 329	548 936
À terme	1 088 797	859 941
<b>DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE</b>	<b>44 267 070</b>	<b>45 254 914</b>
Comptes à vue créditeurs	30 328 974	29 258 266
Comptes d'épargne	7 592 245	7 869 322
Dépôts à terme	4 809 157	6 643 328
Autres comptes créditeurs	1 536 694	1 483 998
<b>DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS</b>		
<b>TITRES DE CRÉANCE ÉMIS</b>	<b>7 650 064</b>	<b>6 611 512</b>
Titres de créance négociables émis	7 650 064	6 611 512
Emprunts obligataires émis		
Autres titres de créance émis		
<b>AUTRES PASSIFS</b>	<b>2 446 827</b>	<b>2 480 577</b>
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>245 801</b>	<b>250 950</b>
<b>PROVISIONS RÉGLEMENTÉES</b>		
<b>SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE</b>		
<b>DETTES SUBORDONNÉES</b>	<b>2 264 492</b>	<b>1 762 811</b>
<b>DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT REÇUS</b>		
<b>ÉCARTS DE RÉÉVALUATION</b>		
<b>RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL</b>	<b>5 184 453</b>	<b>5 184 453</b>
<b>CAPITAL</b>	<b>1 327 929</b>	<b>1 327 929</b>
<b>ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)</b>		
<b>REPORT À NOUVEAU (+/-)</b>	<b>159 197</b>	<b>93 984</b>
<b>RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)</b>		
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)</b>	<b>520 405</b>	<b>463 592</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>65 650 364</b>	<b>64 839 597</b>

## ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2019 AU 31/12/2019 En milliers de DH

CODE	LIBELLE	31/12/2019	31/12/2018
P011	(+) Intérêts et produits assimilés	2 730 046	2 664 337
C011	(-) Intérêts et charges assimilées	695 087	584 302
<b>T007</b>	<b>MARGE D'INTÉRÊT</b>	<b>2 034 959</b>	<b>2 080 035</b>
P012	(+) Produits sur financements participatifs	2 355	24
C012	(-) Charges sur financements participatifs	0	0
<b>R007</b>	<b>MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS</b>	<b>2 355</b>	<b>24</b>
P013	(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et location	374 122	322 879
C013	(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et location	473 259	409 558
<b>T008</b>	<b>RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET LOCATION</b>	<b>-99 137</b>	<b>-86 679</b>
P014	(+) Produits sur immobilisations données en Ijara		
C014	(-) Charges sur immobilisations données en Ijara		
<b>R008</b>	<b>RÉSULTAT DES OPÉRATIONS D'IJARA (1)</b>		
P015	(+) Commissions perçues	485 579	500 753
C015	(-) Commissions servies	57 853	73 565
<b>T009</b>	<b>MARGE SUR COMMISSIONS (1)</b>	<b>427 726</b>	<b>427 189</b>
T010	(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	31 481	16 120
T011	(+) Résultat des opérations sur titres de placement	21 710	15 544
T012	(+) Résultat des opérations de change	262 034	275 256
T013	(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	-295	-526
<b>T014</b>	<b>RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ (1)</b>	<b>314 930</b>	<b>306 395</b>
<b>R014</b>	<b>+/- RÉSULTAT DES OPÉRATIONS SUR TITRES DE MOUDARABA ET MOUCHARAKA</b>		
P017	(+) Divers autres produits bancaires	130 231	93 999
C017	(-) Diverses autres charges bancaires	98 868	97 366
<b>R017</b>	<b>(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT</b>		
<b>T015</b>	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>2 712 197</b>	<b>2 723 597</b>
T016	(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières (2)	7 176	-7 706
P019	(+) Autres produits d'exploitation non bancaire	16 318	14 816
C019	(-) Autres charges d'exploitation non bancaire	5 208	65 780
C021	(-) Charges générales d'exploitation	1 593 986	1 561 072
<b>T017</b>	<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 136 496</b>	<b>1 103 855</b>
T018	(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-299 058	-332 620
T019	(+) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	4 826	-29 925
<b>T020</b>	<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>842 263</b>	<b>741 310</b>
T021	RÉSULTAT NON COURANT	-67 038	-57 973
C023	(-) Impôts sur les résultats	254 821	219 746
<b>T022</b>	<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>520 405</b>	<b>463 592</b>
<b>T023</b>	<b>(+) RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>520 405</b>	<b>463 592</b>
C025	(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	205 840	201 730
C027	(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières (1)	175	8 303
C029	(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	62 098	129 096
C031	(+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
C033	(+) Dotations non courantes	0	0
P025	(-) Reprises de provisions (1)	-77 809	-41 716
P027	(-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-15 869	-13 642
C035	(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	293	56 709
P029	(-) Plus-values de cession des immobilisations financières (1)	-231	-82
C037	(+) Moins-values de cession des immobilisations financières (1)	0	300
P031	(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
<b>T024</b>	<b>(+) CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT</b>	<b>694 901</b>	<b>804 291</b>
T025	(-) Bénéfices distribués	398 379	1 288 091
<b>T026</b>	<b>(+) AUTOFINANCEMENT</b>	<b>296 523</b>	<b>-483 800</b>



**CRÉANCES SUBORDONNÉES DU 01/01/2019 AU 31/12/2019** En milliers de DH

Créances	Montant				Dont entreprises liées et apparentées	
	31/12/2019 Brut 1	31/12/2019 Prov. 2	31/12/2018 Net 3	31/12/2018 Net 4	31/12/2019 Net 5	31/12/2018 Net 6
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés				NEANT		
Créances subordonnées à la clientèle						
<b>TOTAL</b>						

**DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019** En milliers de DH

ACTIF	31/12/2019	31/12/2018
<b>INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS</b>	-	1 049
<b>OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES</b>	205 262	36 407
<b>DÉBITEURS DIVERS</b>	142 585	157 683
Sommes dues par l'État	133 314	148 708
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-
Sommes diverses dues par le personnel	540	855
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-
Divers autres débiteurs	8 731	8 121
<b>VALEURS ET EMPLOIS DIVERS</b>	164 348	110 966
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	402 450	491 838
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	10 199	10 900
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Charges à répartir sur plusieurs exercices	3 595	8 880
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	40 983	40 025
Autres comptes de régularisation	347 672	432 034
<b>CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES</b>		
<b>TOTAL</b>	914 644	797 943

**ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES DU 01/01/2019 AU 31/12/2019** En milliers de DH

	31/12/2019	31/12/2018
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS</b>	22 393 906	26 248 919
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS</b>		
Crédits documentaires import	-	-
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Ouvertures de crédits confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	-	-
Autres engagements de financement donnés	-	-
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE</b>	6 308 783	10 599 949
Crédits documentaires import	2 021 430	4 993 079
Acceptations ou engagements de payer	1 387 436	1 479 082
Ouvertures de crédits confirmés	258 866	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
Engagements révocables sur produits participatifs	6 864	-
Autres engagements de financement donnés	2 634 187	4 127 789
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS</b>	9 802 199	9 365 067
Crédits documentaires export confirmés	694	4 426
Acceptations ou engagements de payer	-	-
Garanties de crédits données	-	-
Autres cautions, avals et garanties donnés	9 801 505	9 360 641
Engagements en souffrance	-	-
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE</b>	6 282 923	6 283 903
Garanties de crédits données	-	-
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	3 789 667	3 532 238
Autres cautions et garanties données	2 493 256	2 751 666
Engagements en souffrance	-	-
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS</b>	4 356 039	6 504 255
<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS</b>		
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
Autres engagements de financement reçus	-	-
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS</b>	4 356 039	6 504 255
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	4 356 039	6 504 255
<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS</b>		
Garanties de crédits	-	-
Autres garanties reçues	-	-

**COMMISSIONS AU 31/12/2019** En milliers de DH

Commissions	Montant
<b>COMMISSIONS PERÇUES :</b>	485 579
Sur opérations de change	9 234
Sur opérations sur titres	3 167
Sur engagements sur titres	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	28 513
Sur moyens de paiement	131 800
Sur activités de conseil et d'assistance	32 829
Sur ventes de produits d'assurances	30 961
Commissions de fonctionnement de compte	28 524
Commissions sur prestations de service sur crédit	58 264
Sur autres prestations de service	162 287
<b>COMMISSIONS VERSÉES :</b>	57 853
Sur opérations de change	-
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-
Sur produits dérivés	-
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-
Sur moyens de paiement	37 067
Sur activités de conseil et d'assistance	-
Sur ventes de produits d'assurances	-
Sur autres prestations de service	20 787

**DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019** En milliers de DH

PASSIF	31/12/2019	31/12/2018
<b>INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS</b>	4 291	1 305
<b>OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES</b>	3 371	36 239
<b>CRÉDITEURS DIVERS</b>	1 160 078	1 006 582
Sommes dues à l'État	271 219	148 574
Sommes dues aux organismes de prévoyance	39 265	36 889
Sommes diverses dues au personnel	36	36
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	2 433	2 433
Fournisseurs de biens et services	11 958	4 455
Divers autres créditeurs	835 167	814 175
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>	1 279 088	1 436 470
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-
Comptes d'écart sur devises et titres	-	-
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	806 599	874 518
Charges à payer et produits constatés d'avance	300 172	263 576
Autres comptes de régularisation	-	-
Comptes transitoires ou d'attente créditeur	172 317	298 376
<b>TOTAL</b>	2 446 827	2 480 577

**PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ DU 01/01/2019 AU 31/12/2019** En milliers de DH

Catégorie des titres	Produits percus
Titres de participation	7 231
Participations dans les entreprises liées	111 437
Titres de l'activité de portefeuille	0
Emplois assimilés	0
<b>TOTAL</b>	118 667

**ENGAGEMENTS SUR TITRES DU 01/01/2019 AU 31/12/2019** En milliers de DH

ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant
Titres achetés à réméré	0
Autres titres à livrer	60 643
<b>ENGAGEMENTS REÇUS</b>	Montant
Titres vendus à réméré	0
Autres titres à recevoir	60 652

**VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019** En milliers de DH

Bilan	Montant
<b>ACTIF</b>	1 818 094
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	22 867
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 158 765
Créances sur la clientèle	47
Titres de transaction et de placement et investissement	159 145
Autres actifs	424 509
Titres de participation et emplois assimilés	52 763
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
<b>PASSIF</b>	1 818 094
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	199 110
Dépôts de la clientèle	1 497 546
Titres de créance émis	-
Autres passifs	122 439
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
<b>HORS BILAN</b>	
Engagements donnés	10 681 867
Engagements reçus	3 229

**OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS** En milliers de DH

Titres	OPÉRATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPÉRATIONS	
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018
<b>OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME</b>	3 029 626	4 661 456	0	0
Devises à recevoir	1 033 758	1 574 445	-	-
Dirhams à livrer	146 575	483 646	-	-
Devises à livrer	1 367 467	1 848 295	-	-
Dirhams à recevoir	481 825	755 070	-	-
Dont swaps financiers de devises	-	-	-	-
<b>ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS</b>	26 137	7 853	0	0
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	26 137	7 853	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-	-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-	-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-	-	-
<b>TOTAL</b>	3 055 763	4 669 309	0	0

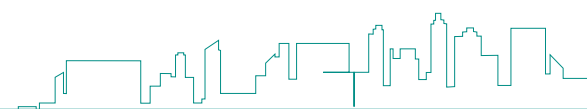
**ÉTAT DES DÉROGATIONS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019** En milliers de DH

Indications de dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT	NEANT
Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des États de synthèse	NEANT	NEANT

**ÉTAT DES CHANGEMENTS DES MÉTHODES DU 01/01/2019 AU 31/12/2019** En milliers de DH

Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT	NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT	NEANT





## AUTRES PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
<b>AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES</b>	<b>176 455</b>
AUTRES PRODUITS BANCAIRES	370 549
AUTRES CHARGES BANCAIRES	194 093
<b>Commentaires</b>	
Dont gains sur titres de transaction	60 778
Dont plus-values de cession sur BDT	20 500
Dont Produits sur engagements sur titres	0
Dont Produits sur engagements sur produits dérivés	0
Dont produits sur opérations de change	278 953
Dont Divers autres Produits bancaires	9 012
Dont reprises de provision p/dép des titres de placement	1 306
Dont pertes sur titres de transaction	29 297
Dont moins-values de cession sur titres	31
Dont charges sur moyens de paiement	37 067
Dont autres charges sur prestations de service	9 290
Dont charges sur engagements de titres	0
Dont charges sur produits dérivés	295
Dont pertes sur opérations de change	19 181
Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts	85 108
Dont dotations aux prov. depreciaat des titres de placement	66
Diverses charges bancaires	13 759

## PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE

MONTANT

PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	16 549
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	5 208

### Commentaires

PRODUITS	
➤ Dont produits sur valeurs et emplois divers	0
➤ Dont plus-values de cession sur immobilisations financières	231
➤ Dont plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	15 869
➤ Dont produits accessoires	167
➤ Dont autres produits d'exploitation non bancaire	282

CHARGES	
➤ Dont autres charges sur valeurs et emplois divers	4 915
➤ Dont moins-values de cession sur immobilisations.	293

## AUTRES CHARGES

MONTANT

DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	811 631
---	---------

### Commentaires

Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance	586 070
Dont pertes sur créances irrécouvrables	153 241
Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	175
Dont dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	0
Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges	72 146
Dont dotations aux provisions réglementées	0
Dont dotations aux autres provisions	0

## AUTRES PRODUITS

MONTANT

REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	524 343
---	---------

### Commentaires

Dont reprise de provisions pour créances en souffrance	421 727
Dont récupérations sur créances amorties	18 525
Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	7 120
Dont reprise de provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	0
Dont reprise de provisions pour autres risques et charges	76 971
Dont reprise de provisions réglementées	0
Dont reprise des autres provisions	0

## PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS

MONTANT

PRODUITS NON COURANTS	392
CHARGES NON COURANTES	67 430

## RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

En milliers de DH

Produits et charges	MONTANT
<b>PRODUITS</b>	<b>352 303</b>
Gains sur les titres de transaction	60 778
Plus-value de cession sur titres de placement	20 500
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	1 306
Gains sur les produits dérivés	-
Gains sur les opérations de change	269 718
<b>CHARGES</b>	<b>37 372</b>
Pertes sur les titres de transaction	29 297
Moins-value de cession sur titres de placement	31
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	66
Pertes sur les produits dérivés	295
Pertes sur opérations de change	7 685
<b>RÉSULTAT</b>	<b>314 930</b>

## DÉTERMINATION DU RÉSULTAT COURANT APRES IMPÔTS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

En milliers de DH

I. DÉTERMINATION DU RÉSULTAT	MONTANT
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	842 263
Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	7 612
Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	118 307
Résultat courant théoriquement imposable (=)	731 568
Impôt théorique sur le résultat courant (-)	270 680
Résultat courant après impôts (=)	571 583

## II. INDICATIONS DU RÉGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYÉS PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LÉGALES SPÉCIFIQUES

NEANT

## CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

En milliers de DH

CHARGES	MONTANT
<b>CHARGES DE PERSONNEL</b>	<b>865 198</b>
<b>Commentaires</b>	
Dont salaires et appointements	483 977
Dont primes et gratifications	111 742
Dont charges d'assurances sociales	153 996
Dont charges de retraite	9 011
Dont charges de formation	16 598
Dont autres charges de personnel	89 875

## CHARGES

MONTANT

<b>IMPÔTS ET TAXES</b>	<b>20 961</b>
------------------------	---------------

### Commentaires

Taxe urbaine et taxe d'édilité	0
Patente	12 282
Droits d'enregistrements	0
Timbres fiscaux et formules timbrées	132
Taxe sur les véhicules	0
Autres impôts, taxe et droits assimilés	8 548

## CHARGES

MONTANT

<b>CHARGES EXTERNES</b>	<b>501 987</b>
-------------------------	----------------

### Commentaires

Dont loyers de crédit-bail et de location	76 479
Dont frais d'entretien et de réparation	77 965
Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires	53 478
Prime d'assurance	3 968
Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible	21 435
Dont transports et déplacements	48 272
Mission et réception	9 647
Dont publicité et publication	40 112
Frais postaux et télécommunications	88 932
Frais de recherche et de documentation	516
Frais de conseils et d'assemblée	659
Dons et cotisations	4 606
Fournitures de bureau et imprimés	5 219
Dont autres charges externes	70 700

## CHARGES

MONTANT

<b>AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	<b>0</b>
--	----------

### Commentaires

Dont pénalités et débits	0
Dont diverses autres charges générales d'exploitation	0

## CHARGES

MONTANT

<b>DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>205 840</b>
--	----------------

### Commentaires

## CAPITAUX PROPRES DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

En milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2018	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 31/12/2019
<b>ÉCARTS DE RÉÉVALUATION</b>				
<b>RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL</b>	<b>5 184 453</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 184 453</b>
Réserve légale	132 793	0	0	132 793
Autres réserves	2 266 714	0	0	2 266 714
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 784 946	0	0	2 784 946
<b>CAPITAL</b>	<b>1 327 929</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 327 929</b>
Capital appelé	1 327 929	0	0	1 327 929
Capital non appelé	0	0	0	0
Certificats d'investissement	0	0	0	0
Fonds de dotations	0	0	0	0
<b>ACTIONNAIRES / CAPITAL NON VERSÉ</b>				
REPORT À NOUVEAU (+/-)	93 984	65 213	0	159 197
<b>RÉSULTAT NET EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)</b>				
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	463 592	0	0	520 405
<b>TOTAL</b>	<b>7 069 957</b>	<b>65 213</b>	<b>0</b>	<b>7 191 983</b>

## VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

En milliers de DH

TITRES	Établissement de crédit et assimilés	Émetteurs publics	ÉMETTEURS PRIVÉS		Total au 31/12/2019	Total au 31/12/2018
			Financiers	Non financiers		
<b>TITRES COTES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Bons du trésor et valeurs assimilées	0	0	0	0	0	0
Obligations	0	0	0	0	0	0
Autres titres de créance	0	0	0	0	0	0
Certificats de sukuk	0	0	0	0	0	0
Titres de propriété	0	0	0	0	0	0
<b>TITRES NON COTES</b>	<b>1 643 616</b>	<b>8 054 306</b>	<b>28</b>	<b>10 904</b>	<b>9 708 856</b>	<b>8 891 559</b>
Bons du trésor et valeurs assimilées	0	7 973 270	0	0	7 973 270	7 297 509
Obligations	0	0	0	9 458	9 458	18 916
Autres titres de créance	1 643 616	0	0	0	1 643 616	1 473 659
Certificats de sukuk	0	81 036	0	0	81 036	100 000
Titres de propriété	0	0	28	1 446	1 475	1 475
<b>TOTAL</b>	<b>1 643 616</b>	<b>8 054 306</b>	<b>28</b>	<b>10 904</b>	<b>9 708 856</b>	<b>8 891 559</b>

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus


**CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

En milliers de DH

	Secteur public	SECTEUR PRIVÉ			Total au 31/12/2019	Total au 31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
<b>CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS DE TRÉSORERIE</b>	50 234	366	7 228 869	185 862	7 485 331	7 523 380
Comptes à vue débiteurs	0	366	2 878 841	116 951	2 996 158	3 093 542
Créances commerciales sur le Maroc	234		2 173 168	37 677	2 211 079	2 156 743
Crédits à l'exportation			26 136		26 136	45 808
Autres crédits de trésorerie	50 000		2 150 724	31 234	2 231 958	2 227 287
Autres financements participatifs de trésorerie	0		0	0	0	0
<b>CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS A LA CONSOMMATION</b>	0	0	0	4 925 757	4 925 757	4 592 635
Crédits à la consommation				4 923 002	4 923 002	4 592 635
Mourabaha à la consommation						
Mourabaha pour donneur d'ordre à la consommation				2 755	2 755	
Autres financements participatifs à la consommation						
<b>CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS À L'ÉQUIPEMENT</b>	2 977 830	0	6 097 470	213 546	9 288 846	9 259 822
Crédits à l'équipement	2 977 830		6 097 470	213 546	9 288 846	9 259 822
Mourabaha à l'équipement						
Mourabaha pour donneur d'ordre à l'équipement						
Autres financements participatifs à l'équipement						
<b>CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS IMMOBILIERS</b>	0	0	1 986 854	13 649 888	15 636 742	14 921 205
Crédits immobiliers			1 986 854	13 526 815	15 513 669	14 903 784
Mourabaha immobilière						
Mourabaha pour donneur d'ordre immobilière				123 073	123 073	17 421
Autres financements participatifs immobiliers						
<b>AUTRES CRÉDITS ET FINANCEMENTS PARTICIPATIFS</b>	0	971 050	455 480		1 426 530	769 579
<b>CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE</b>	2 314 836		1 225 470		3 540 306	3 308 454
<b>INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR</b>	41 805		45 237	69 663	156 705	153 104
<b>CRÉANCES EN SOUFFRANCE</b>	0	0	736 697	551 830	1 288 527	1 236 197
Créances pré-douteuses					0	0
Dont créances pré-douteuses sur financements participatifs						
Créances douteuses			213 408	244 366	457 773	451 094
Dont créances douteuses sur financements participatifs						
Créances compromises			523 289	307 465	830 754	785 103
Dont créances compromises sur financements participatifs						
<b>TOTAL</b>	<b>5 384 705</b>	<b>971 416</b>	<b>17 776 077</b>	<b>19 596 546</b>	<b>43 728 745</b>	<b>41 764 376</b>

**CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

En milliers de DH

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC			Établissements de crédit à l'étranger	Total au 31/12/2019	Total au 31/12/2018
	Bank Al-Maghrib Trésor public service des chèques postaux	Banque au Maroc	Autres Établissements de crédit et assimilés au Maroc			
<b>COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS</b>	606 974	280	2 475	219 381	829 109	2 201 200
<b>VALEURS REÇUES EN PENSION</b>	0	0	0	0	0	0
Au jour le jour		0	0		0	0
À terme					0	0
<b>PRÊTS DE TRÉSORERIE</b>	0	650 000	1 824 263	0	2 474 263	3 233 507
Au jour le jour	0	100 000	1 397 790		1 497 790	2 104 352
À terme	0	550 000	426 473	0	976 473	1 129 155
<b>PRÊTS FINANCIERS</b>	0	400 000	3 629 674	0	4 029 674	3 720 230
<b>CRÉANCES SUR FINANCEMENT PARTICIPATIF</b>	0	0	0	0	0	0
Mourabaha						
Salam						
Autres financements participatifs						
<b>AUTRES CRÉANCES</b>		116 473	0	0	116 473	132 702
<b>INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR</b>		8 117	57 012		65 129	87 995
<b>CRÉANCES EN SOUFFRANCE</b>	0	0	0	0	0	0
Dont créances en souffrance sur financements participatifs						
<b>TOTAL</b>	<b>606 974</b>	<b>1 174 870</b>	<b>5 513 424</b>	<b>219 381</b>	<b>7 514 648</b>	<b>9 375 635</b>

**DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

En milliers de DH

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC			Établissements de crédit à l'étranger	Total au 31/12/2019	Total au 31/12/2018
	Bank Al-Maghrib Trésor public service des chèques postaux	Banque au Maroc	Autres Établissements de crédit et assimilés au Maroc			
<b>COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS</b>		4 166	75 513	228 916	308 595	359 754
<b>VALEURS DONNÉES EN PENSION</b>	0	0	169 990	0	169 990	178 081
Au jour le jour	0		169 990		169 990	178 081
À terme	0		0		0	0
<b>EMPRUNTS DE TRÉSORERIE</b>	300 000	0	310 000	0	610 000	421 000
Au jour le jour				0		
À terme	300 000		310 000	0	610 000	421 000
<b>EMPRUNTS FINANCIERS</b>	0		174 202	0	174 202	174 202
<b>DETTES SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS</b>	0	0	4 478	0	4 478	138
Mourabaha	0		4 478		4 478	138
Salam	0		0		0	0
Autres financements participatifs						
<b>AUTRES DETTES</b>			268 729		268 729	210 098
<b>INTÉRÊTS COURUS À PAYER</b>	4 969	0	43 164		48 133	65 603
<b>TOTAL</b>	<b>304 969</b>	<b>4 166</b>	<b>1 046 076</b>	<b>228 916</b>	<b>1 584 127</b>	<b>1 408 876</b>

**DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

En milliers de DH

DÉPÔTS	Secteur public	SECTEUR PRIVÉ			Total au 31/12/2019	Total au 31/12/2018
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
<b>COMPTES À VUE CRÉDITEURS</b>	624 346	742 888	10 651 359	18 172 333	30 190 926	29 096 444
<b>COMPTE D'ÉPARGNE</b>	0	0	0	7 592 191	7 592 191	7 869 323
<b>DÉPÔTS À TERME</b>	1 000 000	1 020 852	639 431	2 087 445	4 747 728	6 596 416
<b>AUTRES COMPTES CRÉDITEURS ( Y COMPRIS HAMISH AL JIDDIYA)</b>	629	87 910	1 286 818	294 385	1 669 742	1 639 830
<b>INTÉRÊTS COURUS À PAYER</b>	28 500	5 685	7 535	24 764	66 483	52 901
<b>TOTAL</b>	<b>1 653 475</b>	<b>1 857 335</b>	<b>12 585 143</b>	<b>28 171 117</b>	<b>44 267 070</b>	<b>45 254 914</b>

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.



**VALEURS ET SÛRETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

En milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	-		
Certificats de Sukuk			
Autres titres			
Hypothèques	29 100 856		
Autres valeurs et sûretés réelles	26 257 243		
<b>TOTAL</b>	<b>55 358 099</b>		
Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou engagements par signature reçus couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées			
Certificats de Sukuk			
Autres titres	0		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles	581 700	BDT donnés en garantie CDG	581 700
<b>TOTAL</b>	<b>581 700</b>		<b>581 700</b>

**TITRES DE CRÉANCE ÉMIS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

En milliers de DH

Nature titres	CARACTÉRISTIQUES					Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement	DONT			Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement		entreprises liées	autres apparentés	primes d'émission ou de remboursement	
Certificats de dépôt	21/01/2019	04/02/2020	100	3		70 800				
Certificats de dépôt	31/01/2019	05/02/2020	100	2,85		312 000				
Certificats de dépôt	01/04/2019	01/04/2020	100	3		82 400				
Certificats de dépôt	02/04/2019	02/04/2020	100	2,9		131 600				
Certificats de dépôt	03/04/2019	03/04/2020	100	2,8		190 300				
Certificats de dépôt	19/04/2019	22/04/2020	100	2,9		26 300				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		5 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		2 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		70 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		73 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		60 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		40 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		40 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		40 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		30 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		40 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		10 500				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		38 800				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		23 900				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		85 200				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		14 700				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		1 600				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		6 200				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		19 100				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		300 000				
Certificats de dépôt	12/06/2019	11/06/2020	100	2,5		50 000				
Certificats de dépôt	14/06/2019	15/06/2020	100	2,7		281 200				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		50 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		30 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		30 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		20 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		60 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		65 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		62 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		63 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		70 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		30 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		20 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		5 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		4 500				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		20 500				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		100 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		20 000				
Certificats de dépôt	09/09/2019	09/03/2020	100	2,45		20 000				
<b>TOTAL</b>										<b>7 541 901</b>

(1) Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus qui s'élevaient à 108 163 KDH

**PROVISIONS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

En milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2018	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 31/12/2019
<b>PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR :</b>	<b>5 087 997</b>	<b>586 310</b>	<b>430 153</b>	<b>0</b>	<b>5 244 155</b>
Créances sur les Établissements de crédit et assimilés	0		0		0
Créances sur la clientèle	5 061 094	580 277	419 929	5	5 221 447
Titres de placement	3 553	66	1 306		2 313
Titres de participation et emplois assimilés	21 169	174	7 120	-5	14 218
Dépôts d'investissements et Wakala Bil Istithmar placés	0	0	0	0	0
Immobilisations en crédit-bail et en location	1 777	5 792	1 798		5 771
Immobilisations en Ijara					
Autres actifs	406				406
<b>PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF</b>	<b>250 950</b>	<b>72 146</b>	<b>76 971</b>	<b>-323</b>	<b>245 801</b>
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	18 149	0	0	0	18 149
Provisions pour risques de change	24				24
Provisions pour pertes sur marchés à terme	6 282	7 930	6 282		7 930
Provisions pour risques généraux et charges	226 495	64 216	70 689	-323	219 698
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	0				0
Provisions pour autres risques et charges	0	0	0		0
Provisions réglementées					
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>5 338 947</b>	<b>658 455</b>	<b>507 124</b>	<b>-323</b>	<b>5 489 956</b>



**TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

En milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition	Valeur comptable nette	— Extrait des derniers États de synthèse de la société émettrice —			
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	Produits inscrits au CPC de l'exercice
<b>PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES LIÉES</b>						<b>255 377</b>			
BMCI-LEASING	Crédit bail	80 000	86,91%	111 714	111 714	31/12/2019	209 074	14 191	26 780
BMCI BANQUE OFFSHORE	Banque offshore	KUSD 5 500	100%	55 454	52 763	31/12/2019	107 420	48 830	46 028
BMCI BOURSE	Intermédiaire boursier	20 000	100%	20 000	15 790	31/12/2019	15 746	4 106	0
UPAR	Prise de participation	1 500	100%	9 428	2 215	31/12/2019	2 211	-4	
BMCI Asset Management	Gestion des SICAV	1 000	100%	1 000	1 000	31/12/2019	5 139	4 013	7 800
BMCI FINANCE	Prise de participation	8 500	100%	8 500	8 500	31/12/2019	15 444	9 658	
BMCI ASSURANCE	Intermédiaire en assurances	100	100%	100	100	31/12/2019	31 648	31 497	29 572
FCP BMCI GESTION SOLIDARI	Fonds	1 000	50%	500	500				
FCP BMCI ISR	Fonds	1 000	50%	500	500				
CASABLANCA PATRIMOINE S.A.	Fonds	1 000	50%	500	500				
DELTA RECOUVREMENT	Recouvrement des créances	2 000	100%	2 000	191	31/12/2019	151	-43	
ARVAL MAROC	Location longue durée	30 000	33,34%	27 339	27 339	31/12/2019	39 692	6 903	1 545
Sté Immobil sidi maarouf	Société immobilière	10 100	100%	10 100	10 100	31/12/2019	6 805	1 936	
NOVEC	Bureau d'études et d'ingénierie	25 700	2,82%	725	725	31/12/2018	534 335	17 565	181
DIGIFI	Transfert de fonds	70 000	51%	22 950	22 950				
DIGI SERVICE	Services digitaux	1 000	49%	490	490				
<b>AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS</b>						<b>63 264</b>			
Centre monétique Interbank	Gestion cartes monétiques	98 200	13%	13 000	13 000	30/06/2019	136 397	49 928	5 200
Société Interbank	Gestion cartes monétiques	11 500	22%	2 530	2 530	31/05/2019	12 424	-564	
BDSI	Maintenance et dével Inform	16 000	11%	1 760	1 760	31/12/2019	69 827	2 523	0
Sté Immobil Interbancaire GBPM	Société immobilière	19 005	13%	2 534	2 050				
SOGEPIB	Gest & exploit parc indust	18 000	5%	900	900	31/12/2018	24 721	5 267	247
SOGEPOS	Gest & exploit parc indust	35 000	13%	4 622	4 622	31/12/2018	46 067	9 812	1 168
BNP Paribas MED BUSINESS Process	Gestion de process BACK-OFFICE	14 600	4%	584	584	31/12/2019	28 709	2 376	0
SCI Romandie	Société immobilière			2 930	2 930				
FGCP	Fonds de garantie			5 000	5 000				
Bourse de Casablanca	Bourse	387 518	3,04%		11 765	30/06/2019	692 701	28 253	
SETTAPARK	Gest & exploit parc indust				6 530	31/12/2018	22 250	-2 030	
ECOPARC	Gest & exploit parc indust	55 000	18,18%		10 000	31/12/2018	36 187	-1 346	
Divers				0	1 593				147
<b>TITRES DE MOUCHARAKA</b>						<b>0</b>			
Moucharaka fixe									
Moucharaka dégressive									
<b>TITRES DE MOUDARABA</b>						<b>0</b>			
Moudaraba restreinte									
Moudaraba non restreinte									
<b>TOTAL</b>					<b>318 640</b>				<b>118 667</b>

**TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

En milliers de DH

NATURE	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice (1)	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice	
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties			
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>										
Droit au bail	889 245	103 169	0	992 415	403 800	68 707	0	472 506	519 908	
Immobilisations en recherche et développement	127 369	0	0	127 369	2 667	0	0	2 667	124 701	
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Immobilisations incorporelles hors exploitation	761 877	103 169	0	865 046	401 132	68 707	0	469 839	395 207	
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>										
Immeubles d'exploitation	2 998 961	91 412	16 452	3 073 921	1 714 202	131 849	13 200	1 832 851	1 241 069	
↳ Terrain d'exploitation	1 637 509	4 975	6 798	1 635 685	723 159	59 177	4 593	777 743	857 942	
↳ Immeubles d'exploitation Bureaux	29 293	0	0	29 293	0	0	0	0	29 293	
↳ Immeubles d'exploitation Logements de fonction	1 568 948	4 975	0	1 573 923	699 578	57 712	0	757 290	816 633	
Mobilier et matériel d'exploitation	39 267	0	6 798	32 469	23 580	1 465	4 593	20 453	12 016	
↳ Mobilier de bureau d'exploitation	528 165	55 742	3	583 904	418 888	31 489	0	450 377	133 527	
↳ Matériel de bureau d'exploitation	167 930	7 228	0	175 158	138 661	6 664	0	145 325	29 833	
↳ Matériel informatique	47 352	1 222	0	48 573	46 128	1 700	0	47 828	746	
↳ Matériel roulant rattaché à l'exploitation	312 830	47 292	3	360 119	234 045	23 125	0	257 170	102 949	
↳ Autres matériels d'exploitation	54	0	0	54	54	0	0	54	0	
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Immobilisations corporelles hors exploitation	720 736	27 847	8 772	739 812	555 553	39 192	7 943	586 803	153 009	
↳ Terrains hors exploitation	50 590	250	879	49 961	16 602	1 991	664	17 929	32 032	
↳ Immeubles hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
↳ Mobilier et matériel hors exploitation	45 849	0	361	45 488	13 463	1 733	152	15 044	30 444	
↳ Autres immobilisations corporelles hors exploitation	4 741	250	519	4 473	3 139	258	512	2 885	1 588	
Autres matériels d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>										
	61 961	2 598	0	64 559	0	0	0	0	64 559	
<b>TOTAL</b>					<b>3 888 206</b>	<b>194 581</b>	<b>16 452</b>	<b>4 066 335</b>	<b>2 118 001</b>	<b>200 556</b>

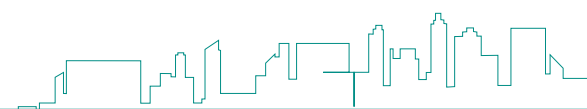
(1) Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties des immobilisations.

**VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

En milliers de DH

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions			
<b>TITRES DE TRANSACTION</b>									
Bons du trésor et valeurs assimilées	796 447	796 447	758 900		0	0			
Obligations	609 686	609 686	575 100	-	-	-			
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-			
Certificats de sukuk	186 761	186 761	183 800	-	-	-			
<b>TITRES DE PLACEMENT</b>									
Bons du trésor et valeurs assimilées	5 200 520	5 200 454	5 136 912		66	66			
Obligations	4 354 517	4 354 458	4 297 940		59	59			
Autres titres de créance	9 458	9 458	9 460		-	-			
Certificats de sukuk	754 034	754 027	747 000		7	7			
Titres de propriété	81 036	81 036	81 036		0	0			
Titres d'investissement	1 475	1 475	1 475		0	0			
<b>TITRES D'INVESTISSEMENT</b>									
Bons du trésor et valeurs assimilées	3 714 201	3 711 954	3 622 522		2 247	2 247			
Obligations	3 011 373	3 009 126	2 930 645		2 247	2 247			
Autres titres de créance	0	0	0		-	-			
Certificats de sukuk	702 828	702 828	691 877		0	-			
<b>TOTAL</b>					<b>9 711 168</b>	<b>9 708 856</b>	<b>9 518 334</b>	<b>2 313</b>	<b>2 313</b>

Non inclus les intérêts courus à recevoir.



**DATATION ET ÉVÈNEMENTS POSTÉRIEURS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

I. DATATION	
Date de clôture <sup>(1)</sup>	31 décembre 2019
Date d'établissement des États de synthèse <sup>(2)</sup>	Février 2020

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice.  
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des États de synthèse.

**II. ÉVÈNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1<sup>ÈRE</sup> COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE**

DATES	Indications des événements	
	Favorables	NÉANT
	Défavorables	NÉANT

**IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

NATURE	En milliers de DH									
	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
<b>IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT</b>	1 787 294	329 431	249 464	1 867 261	263 057	928 787	5 792	1 798	5 771	932 703
<b>CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>										
<b>CRÉDIT-BAIL MOBILIER</b>	1 774 606	320 700	248 640	1 846 665	262 996	924 675	-	-	-	921 990
➤ Crédit-bail mobilier en cours	1 232	-	-	1 232	-	-	-	-	-	1 232
➤ Crédit-bail mobilier loué	1 773 374	320 700	248 640	1 845 434	262 996	924 675	-	-	-	920 759
➤ Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
<b>CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER</b>										
➤ Crédit-bail immobilier en cours										
➤ Crédit-bail immobilier loué										
➤ Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
<b>LOYERS COURUS A RECEVOIR</b>										
<b>LOYERS RESTRUCTURES</b>										
LOYERS IMPAYÉS	6 685	-	69	6 616	-	-	-	-	-	6 616
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	6 004	8 731	755	13 980	61	4 112	5 792	1 798	5 771	4 097
<b>IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE</b>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE</b>										
<b>BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE</b>										
<b>LOYERS COURUS A RECEVOIR</b>										
<b>LOYERS RESTRUCTURES</b>										
<b>LOYERS IMPAYÉS</b>										
<b>LOYERS EN SOUFFRANCE</b>										
<b>TOTAL</b>	1 787 294	329 431	249 464	1 867 261	263 057	928 787	5 792	1 798	5 771	932 703

**ACTIF DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

ACTIF	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
<b>1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX</b>	94 555	81 366
<b>2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS</b>	-	-
À vue	-	-
À terme	-	-
<b>3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE</b>	125 829	17 420
Créances sur Mourabaha	125 828	17 420
Créances sur Salam	-	-
Créances sur autres financements participatifs	-	-
Autres créances sur la clientèle	1	-
<b>4. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT</b>	81 497	100 568
Dont Certificats de Sukuk	81 497	100 568
<b>5. BIENS ACQUIS DANS LE CADRE DE FINANCEMENTS PARTICIPATIFS</b>	-	-
<b>6. IMMOBILISATIONS DONNÉES EN IJARA</b>	-	-
<b>7. TITRES D'INVESTISSEMENT TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS DIVERS</b>	-	-
Dont Certificats de Sukuk	-	-
Dont titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
<b>8. DÉPÔTS D'INVESTISSEMENTS ET WAKALA BIL ISTITHMAR PLACÉS</b>	-	-
<b>9. AUTRES ACTIFS</b>	9 854	11 596
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>	311 736	210 950

**PASSIF DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

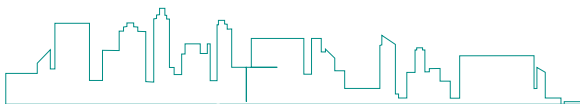
PASSIF	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
<b>1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX</b>	0	0
<b>2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS</b>	54 478	138
Dettes sur Mourabaha	0	0
Dettes sur Salam	0	0
Dettes sur autres financements participatifs	0	0
Autres dettes sur les établissements de crédit et assimilés	54 478	138
<b>3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE</b>	9 344	4 171
Comptes à vue créditeurs	4 993	1 688
Autres comptes créditeurs	4 351	2 483
<b>4. DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE SUR PRODUITS PARTICIPATIFS</b>	0	0
Dettes sur Mourabaha	0	0
Dettes sur Salam	0	0
Dettes sur autres financements participatifs	0	0
<b>5. AUTRES PASSIFS</b>	46 987	11 100
<b>6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	0	0
<b>7. DÉPÔTS D'INVESTISSEMENT ET WAKALA BIL ISTITHMAR REÇUS</b>	0	0
<b>8. DOTATION EN CAPITAL</b>	205 000	200 000
<b>9. REPORTS</b>	- 4 459	0
<b>10. RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	387	- 4 459
<b>TOTAL DES PASSIFS</b>	311 736	210 950

**COMpte DE PRODUITS ET CHARGES DE LA FENÊTRE PARTICIPATIVE AU 31/12/2019**

	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
<b>I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	4 958	595
Rémunération et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit		
Rémunération et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 355	24
Produits sur titres de propriété et certificats de Sukuks	2 552	568
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka		
Produits sur immobilisations données en Ijara		
Commission sur prestations de service	51	3
Autres produits bancaires		
Transfert de charges sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
<b>II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>	0	0
Charges sur opérations avec les établissements de crédit et assimilés	0	0
Charges sur opérations avec la clientèle	0	0
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	0	0
Charges sur immobilisations données en Ijara	0	0
Charges sur immobilisations	0	0
Transfert de produits sur dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
<b>III. PRODUIT NET BANCAIRE</b>	4 958	595
Produits d'exploitation non bancaire	0	0
Charges d'exploitation non bancaire	0	0
<b>IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION</b>	4 344	5 054
<b>V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES</b>		
<b>VI. REPRIS DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES</b>		
<b>VII. RÉSULTAT COURANT</b>	614	- 4 459
<b>VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS</b>	614	- 4 459
Impôts théorique	227	- 1 650
<b>IX. RÉSULTAT APRES IMPÔT</b>	387	- 4 459

**TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

TITRES	NOMBRE DE TITRES		MONTANTS	
	31/12/2019	31/12/2018	31/12/2019	31/12/2018
Titres dont l'établissement est dépositaire	146 035 104	114 496 679	72 160 830	66 182 967
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM domiciliés dont l'établissement est dépositaire	20 098 170	9 955 138	11 230 307	10 293 635
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				


**TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

	En milliers de DH	
	31/12/2019	31/12/2018
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	3 938 144	3 813 556
2. (+) Récupérations sur créances amorties	18 525	15 553
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	680	1 257
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-1 732 960	-1 584 035
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-4 915	-9 371
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-1 388 146	-1 359 341
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-254 821	-219 746
<b>I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES</b>	<b>576 507</b>	<b>657 873</b>
Variation des :		
8. (+) Créances sur les Établissements de crédit et assimilés	934 474	-1 181 553
9. (+) Créances sur la clientèle	-1 964 368	-2 162 270
10. (+) Titres de transaction et de placement	-826 499	350 326
11. (+) Autres actifs	-116 701	-56 193
12. (+) Titres Moudaraba et Moucharaka		
13. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	187 089	-265 011
14. (+) Immobilisations données en Ijara		
15. (+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés auprès des EC et assimilés		
16. (+) Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	175 250	97 767
17. (+) Dépôts de la clientèle	-987 844	2 695 197
18. (+) Dettes envers la clientèle sur produits participatifs		
19. (+) Titres de créance émis	1 038 552	-338 685
20. (+) Autres passifs	-33 750	794 540
<b>II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION</b>	<b>-1 593 797</b>	<b>-65 881</b>
<b>III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)</b>	<b>-1 017 290</b>	<b>591 992</b>
21. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	500
22. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	18 829	21 352
23. (-) Acquisition d'immobilisations financières	-23 440	
24. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-194 581	-134 526
25. (+) Intérêts perçus		
26. (+) Dividendes perçus	118 307	86 020
<b>IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-80 885</b>	<b>-26 653</b>
27. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
28. (+) Variation de dettes subordonnées	500 000	1 000 000
29. (+) Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus		
30. (+) Émission d'actions	0	-
31. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
32. (-) Dépôts d'investissement remboursés		
33. (-) Intérêts versés		
34. (-) Rémunérations versées sur DI et Wakala Bil Istithmar		
35. (-) Dividendes versés	-398 379	-1 288 091
<b>V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>101 621</b>	<b>-288 091</b>
<b>VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)</b>	<b>-996 553</b>	<b>277 248</b>
<b>VII. TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>2 236 124</b>	<b>1 958 877</b>
<b>VIII. TRÉSORERIE A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE</b>	<b>1 239 572</b>	<b>2 236 124</b>

**PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 31/12/2019**

	En milliers de DH	
	Montant	Montant
<b>INITULÉS</b>		
<b>RÉSULTAT NET COMPTABLE</b>	<b>520 405</b>	
Bénéfice net	520 405	
Perte nette		
<b>RÉINTÉGRATIONS FISCALES</b>	<b>328 645</b>	
<b>1. COURANTES</b>	<b>7 612</b>	
➤ Cadeaux à la clientèle	313	
➤ Redevances et locations non déductibles	304	
➤ Pénalités et amendes	0	
➤ dons, subventions et cotisations	1 302	
➤ Sponsoring & Mécénat culturel	5 693	
➤ Frais de réception et événements exceptionnels	0	
➤ Charges du personnel non déductibles	0	
<b>2. NON COURANTES</b>	<b>321 033</b>	
➤ IS	254 821	
➤ Pertes sur créances et comptes soldés ( non couvertes par des provisions )	20 144	
➤ Charges non courantes	16 050	
➤ Provisions pour risques généraux	29 203	
➤ Charges sur exercice antérieurs	815	
<b>DÉDUCTIONS FISCALES</b>	<b>0</b>	<b>160 345</b>
<b>1. COURANTES</b>	<b>0</b>	<b>118 307</b>
➤ Dividendes	0	118 307
<b>2. NON COURANTES</b>	<b>0</b>	<b>42 038</b>
➤ Reprise de provision pour investissement		0
➤ Reprise de provisions pour autres risques et charges		42 038
<b>TOTAL</b>	<b>849 050</b>	<b>160 345</b>
<b>RÉSULTAT BRUT FISCAL</b>		
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		688 705
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
<b>REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTES (C) (1)</b>		<b>0</b>
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		
<b>RÉSULTAT NET FISCAL</b>		
Bénéfice net fiscal (A - C)		688 705
ou déficit net fiscal (B)		
<b>CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS</b>		
<b>CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT À REPORTER</b>		<b>0</b>
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A).

**PLUS OU MOINS-VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

NATURE	En milliers de DH					
	Montant Brut	Amortissements Cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
Droit au bail	0	0	0			0
Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation	0	0	0			0
Logiciel informatique	0	0	0			0
Immeubles exploitation bureau	0	0	0			0
Immeubles hors exploitation	361	152	209	520	346	0
Terrain exploitation	0	0	0			0
Agencement Aménagement et Installation	8	4	4			0
Agencement Aménagement et Installation			0			0
Mobilier de bureau	0	0	0			0
Matériel roulant	0	0	0			0
Matériel roulant de fonction	0	0	0			0
Matériel de bureau	0	0	0			0
Immeubles exploitation logement de fonction	6 798	4 593	2 205	15 190	12 606	0
Agencement Aménagement et Installation logement de fonction	8 764	7 939	825	3 119	2 918	290
Aménagement nouveaux locaux			0			0
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)	0	0	0			0
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)			0			0
Matériel Informatique (GAB & TPE)	0	0	0			0
Matériel Informatique (Micro-ordinateurs)	3	0	3			3
Télécommunications	0	0	0			0
Mobilier logement de fonction	519	512	6			0
Terrain hors exploitation	0	0	0			0
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>16 452</b>	<b>13 200</b>	<b>3 253</b>	<b>18 829</b>	<b>15 869</b>	<b>293</b>

**DETTES SUBORDONNÉES DU 01/01/2019 AU 31/12/2019**

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie		Conditions de remboursement anticipé, subordination et convertibilité		- Dont entreprises liées -		- Dont autres apparentés -		
	de l'emprunt	Cours	Taux	Durée	Montant de l'emprunt en monnaie nationale	Montant 31/12/2019	Montant 31/12/2018	Montant 31/12/2019	Montant 31/12/2018
MAD	270 000	100	6,04%	10	Subordination classique	270 000			
MAD	255 000	100	6,04%	10	Subordination classique - Coté sur la bourse de Casablanca	255 000			
MAD	225 000	100	3,41%	10	Subordination classique	225 000			
MAD	1 000 000	100	2,97%	10	Subordination classique	1 000 000			
MAD	74 800	100	3,38%	10	Subordination classique	74 800			
MAD	425 200	100	2,86%	10	Subordination classique	425 200			
<b>TOTAL</b>	<b>2 250 000</b>					<b>2 250 000</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**Deloitte.**

 Deloitte Audit  
 200, Boulevard Zerktouni  
 Casablanca


 PwC  
 25, Rue Aziz Belkhal  
 29 330 Casablanca

 Aux actionnaires de la  
**BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI)**
**RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES**  
**EXERCICE DU 1<sup>ER</sup> JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints, de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI), comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 9.456.476 KMAD, dont un bénéfice net de 520.405 KMAD.

**Responsabilité de la Direction**

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

**Responsabilité des Auditeurs**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états de synthèse ne comportent pas d'anomalie significative.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états de synthèse. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états de synthèse contiennent des anomalies significatives. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse afin de définir des procédures d'audit appropriées à la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états de synthèse.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Opinion sur les états de synthèse**

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE au 31 décembre 2019 conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

**Vérifications et informations spécifiques**

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la concordance des informations données dans le rapport de gestion du Directoire destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la Banque.

Casablanca, le 27 février 2020

Les Commissaires aux Comptes

 Deloitte Audit  
 Deloitte Audit  
 200, Boulevard Zerktouni  
 Casablanca  
 Tél: 05 37 41 39 / 41 35  
 Sakina Bensouda-Korachi  
 Associée

 PwC Maroc  
 PwC Maroc  
 25, Rue Aziz Belkhal, Casablanca  
 Tél: +212 (0)5 39 39 39 39 / +212 (0)5 39 39 39 39  
 Mohamed Rejjaba  
 Associé





Les États financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des exercices 2019 et 2018. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe (I) au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que l'exercice 2017 est consultable dans le Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 5 mars 2019 sous le numéro D.19-0114.

### BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2019

	En millions d'Euros	
	31 décembre 2019	31 décembre 2018
<b>ACTIF</b>		
Caisse, banques centrales	155 135	185 119
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
➤ Portefeuille de titres	131 935	121 954
➤ Prêts et opérations de pension	196 927	183 716
➤ Instruments financiers dérivés	247 287	232 895
Instruments financiers dérivés de couverture	12 452	9 810
Actifs financiers en valeur de marché par capitaux propres		
➤ Titres de dette	50 403	53 838
➤ Instruments de capitaux propres	2 266	2 151
Actifs financiers au coût amorti		
➤ Prêts et créances sur les Établissements de crédit	21 692	19 556
➤ Prêts et créances sur la clientèle	805 777	765 871
➤ Titres de dette	108 454	75 073
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	4 303	2 787
Placements des activités d'assurance	257 818	232 308
Actifs d'impôts courants et différés	6 813	7 220
Comptes de régularisation et actifs divers	113 535	103 346
Participations dans les entreprises mises en équivalence	5 952	5 772
Immobilisations corporelles et immeubles de placement	32 295	26 652
Immobilisations incorporelles	3 852	3 783
Écarts d'acquisition	7 817	8 487
Actifs non courants destinés à être cédés		498
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>2 164 713</b>	<b>2 040 836</b>
<b>DETTES</b>		
Banques centrales	2 985	1 354
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
➤ Portefeuille de titres	65 490	75 189
➤ Dépôts et opérations de pensions	215 093	204 039
➤ Dettes représentées par un titre	63 758	54 908
➤ Instruments financiers dérivés	237 895	225 804
Instruments financiers dérivés de couverture	14 116	11 677
Passifs financiers au coût amorti		
➤ Dettes envers les Établissements de crédit	84 566	78 915
➤ Dettes envers la clientèle	834 667	796 548
➤ Dettes représentées par un titre	157 578	151 451
➤ Dettes subordonnées	20 003	17 627
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3 989	2 470
Passifs d'impôts courants et différés	3 566	2 255
Comptes de régularisation et passifs divers	102 749	89 562
Provisions techniques et autres passifs d'assurance	236 937	213 691
Provisions pour risques et charges	9 486	9 620
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>2 052 868</b>	<b>1 935 110</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital et réserves	97 135	93 431
Résultat de la période, part du Groupe	8 173	7 526
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	105 308	100 957
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	2 145	510
<b>TOTAL PART DU GROUPE</b>	<b>107 453</b>	<b>101 467</b>
<b>INTÉRÊTS MINORITAIRES</b>	<b>4 392</b>	<b>4 259</b>
<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>111 845</b>	<b>105 726</b>
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>2 164 713</b>	<b>2 040 836</b>

### TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS À L'EXERCICE 2019

	En millions d'Euros	
	Exercice 2019	Exercice 2018
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>11 394</b>	<b>10 208</b>
<b>ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔT ET AUTRES AJUSTEMENTS HORS RÉSULTAT</b>	<b>13 413</b>	<b>9 713</b>
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	6 108	5 144
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition	796	(133)
Dotations nettes aux provisions	11 071	10 210
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(586)	(628)
(Produits) nets des activités d'investissement	(1 585)	(660)
(Produits) nets des activités de financement	(830)	(501)
Autres mouvements	(1 561)	(3 719)
<b>DIMINUTION NETTE LIÉE AUX ACTIFS ET PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES</b>	<b>(75 644)</b>	<b>(20 439)</b>
Diminution nette liée aux opérations avec la clientèle et les Établissements de crédit	(14 723)	(1 104)
Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	(51 042)	(13 276)
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(7 945)	(4 823)
Impôts versés	(1 934)	(1 236)
<b>DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE</b>	<b>(50 837)</b>	<b>(518)</b>
Augmentation nette liée aux actifs financiers et aux participations	1 675	3 152
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(1 998)	(1 827)
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>(323)</b>	<b>1 325</b>
Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(3 987)	(4 039)
Augmentation de trésorerie provenant des autres activités de financement	24 128	9 865
<b>AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT</b>	<b>20 141</b>	<b>5 826</b>
<b>EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE</b>	<b>714</b>	<b>1 529</b>
<b>IMPACTS NON MONÉTAIRES DES ACTIFS NON COURANTS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS</b>	<b>-</b>	<b>(700)</b>
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>(30 305)</b>	<b>7 462</b>
<b>SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À L'OUVERTURE DE LA PÉRIODE</b>	<b>182 523</b>	<b>175 061</b>
Comptes actifs de caisse, banques centrales	185 134	178 446
Comptes passifs de banques centrales	(1 354)	(1 471)
Prêts à vue aux Établissements de crédit	8 813	8 063
Emprunts à vue auprès des Établissements de crédit	(10 571)	(9 906)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	501	(71)
<b>SOLDE DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE À LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE</b>	<b>152 218</b>	<b>182 523</b>
Comptes actifs de caisse, banques centrales	155 151	185 134
Comptes passifs de banques centrales	(2 985)	(1 354)
Prêts à vue aux Établissements de crédit	8 972	8 813
Emprunts à vue auprès des Établissements de crédit	(9 072)	(10 571)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	152	501
<b>AUGMENTATION (DIMINUTION) DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE</b>	<b>(30 305)</b>	<b>7 462</b>

### COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2019

	En millions d'Euros	
	31/12/2019	31/12/2018
Intérêts et produits assimilés	37 327	35 723
Intérêts et charges assimilés	(16 200)	(14 661)
Commissions (produits)	13 265	12 925
Commissions (charges)	(3 900)	(3 718)
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	7 111	5 808
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par capitaux propres	350	315
Gains nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	3	(5)
Produits nets des activités d'assurance	4 437	4 064
Produits des autres activités	13 502	12 324
Charges des autres activités	(11 298)	(10 259)
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>44 597</b>	<b>42 516</b>
Frais de personnel	(17 553)	(16 617)
Autres charges générales d'exploitation	(11 339)	(12 290)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(2 445)	(1 676)
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>13 260</b>	<b>11 933</b>
Coût du risque	(3 203)	(2 764)
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>10 057</b>	<b>9 169</b>
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	586	628
Gains nets sur autres actifs immobilisés	1 569	358
Écarts d'acquisition	(818)	53
<b>RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>	<b>11 394</b>	<b>10 208</b>
Impôt sur les bénéfices	(2 811)	(2 203)
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>8 583</b>	<b>8 005</b>
dont intérêts minoritaires	410	479
<b>RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE</b>	<b>8 173</b>	<b>7 526</b>
Résultat par action	6,21	5,73
Résultat dilué par action	6,21	5,73



**BMCI**  
GROUPE BNP PARIBAS

La banque  
d'un monde  
qui change